

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

L'ÉCOLE NORMALE
Protestante de Courbevoie

SON HISTOIRE, SES MÉTHODES, SA PÉDAGOGIE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de Bachelier en théologie

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT

le 18 Juillet 1908 à 10 heures

par

E. CHARBONNEAU

MONTBÉLIARD

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

1908

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

L'ÉCOLE NORMALE Protestante de Courbevoie

SON HISTOIRE, SES MÉTHODES, SA PÉDAGOGIE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de Bachelier en théologie

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT

le 18 Juillet 1908 à 10 heures

par

E. CHARBONNEAU



MONTBÉLIARD

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

1908

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. VIÉNOT, Président de la soutenance.

MM. VIÉNOT,	}	Examineurs.
VAUCHER,		
ALLIER,		

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions particulières du candidat.

N° 426

BIBLIOGRAPHIE

- Rapports de la Société pour l'encouragement de l'Instruction primaire parmi les protestants de France (de 1830 à 1890).*
- L. F. GAUTHEY : *L'Ecole normale de Lausanne*, Lausanne, 1839.
- L. F. GAUTHEY : *Pédagogie chrétienne*, Paris 1854.
- » » *De la vie dans les études*, 2^e édition, Paris 1861.
- Mad. W. MONOD : *Souvenirs du pasteur L. L. F. Gauthey*, Toulouse 1869.
- M. CHARBONNEAU : *Cours théorique et pratique de pédagogie*, 6^e édit., Paris 1877.
- F. LICHTENBERGER : *Encyclopédie des Sciences religieuses* : article Ecoles protestantes Paris 1878.
- Manuel général de l'Instruction primaire* : article nécrologique : — Charles Gaudard par Ch. Defodon 1887.
- F. BUISSON : *Dictionnaire pédagogique* : articles protestantisme, écoles, lois scolaires, Ecole normale, Pestalozzi, Gauthey, etc., Paris 1887.
- J. VIÉNOT : *Le protestantisme et la pédagogie*, article de la *Revue chrétienne*, année 1889, page 255.
- F. PUAUX : *Les écoles protestantes* : article de la *Revue chrétienne*, année 1889, pages 593 et 641.
- G. E. NICOLET : *Les Ecoles primaires protestantes en France jusqu'en 1789*, thèse, Paris 1891.
- A. WEBER : *L'annuaire de Courbevoie* : article du *Témoignage*, 10 octobre 1896.
- A. DEBIDOUR : *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat*, Paris 1898.
- Manuel général de l'Instruction primaire* : Une vieille école, E. PINTARD, 9 avril 1898.
- LAVISSE et RAMBAUD : *Histoire générale*, Tome X, Paris 1898.
- J. GAUFRES : *Rapport présenté au Centenaire de l'Edit de Nantes*, Juin 1898.
- J. VIÉNOT : *La Réforme dans le pays de Montbéliard*, Paris 1900.
- E. PARISOT : *Un éducateur mystique*, J. F. Oberlin, Paris 1905.
- H. MICHEL : *La loi Falloux*, Paris 1906.
- Les Cahiers de la quinzaine : *Quarante-huit*, par R. DREYFUS, 20 octobre 1907.

INTRODUCTION

Le Protestantisme et l'Ecole

I. De la Réforme au 19^e siècle

Avant la Réforme, il y avait peu d'écoles populaires. Aux 14^e et 15^e siècles, les *Ecoles d'écriture* avaient pour but d'apprendre les éléments de l'écriture, de la lecture et du calcul. L'Eglise catholique, en établissant ces écoles, avait surtout en vue le recrutement du clergé : elles n'étaient pas vraiment populaires. C'est au protestantisme que revient l'honneur d'avoir créé et développé l'enseignement du peuple. L'enseignement primaire, comme le dit F. Buisson, est chose protestante et la Réforme en fut le berceau.¹

La question de l'Instruction de la Jeunesse fut, dès l'origine, l'une des préoccupations constantes du protestantisme. En effet, celui-ci proclame, d'une part, le droit de l'individu à l'instruction et à l'éducation morale et religieuse, et d'autre part, l'obligation de la Société, à tous ses degrés, de pourvoir à l'éducation et à l'instruction de tous ses membres.

Le principe qui est à la base du protestantisme est le salut de l'individu. Celui-ci l'acquiert par la connaissance de la vérité. Or cette vérité se trouvant contenue dans la Bible, il faut qu'il puisse la lire et l'interpréter. « Le protestantisme, dit Edgard Quinet,

1) *Dictionnaire de pédagogie*, Buisson, page 2461.

a besoin que le croyant sache lire ». D'où la nécessité absolue de l'instruction et de l'éducation. « La notion protestante de l'école, dit M. Viénot, repose sur cette conception religieuse du monde et de la vie qui fait voir au chrétien dans tout homme, une âme capable de tous les développements et appelée à la plus haute, à la plus belle des vocations, la réalisation par la créature de la volonté du Créateur, le salut¹ ».

Aussi l'effort des Réformateurs se tourna-t-il, dès le début, vers l'éducation de la jeunesse. « Il importe beaucoup au Christ et au monde entier, dit Luther, que la jeunesse soit bien dirigée et enseignée ».

Ce qu'il fallait former ce n'était plus des clercs, mais des hommes, des hommes de bien, qui pourraient servir l'Eglise et l'Etat. Dans cette formation, la famille doit jouer le premier rôle d'éducatrice, puis quand l'enfant grandit, ce rôle passe à l'Etat. Luther et les Réformateurs affirment énergiquement pour celui-ci, le devoir de créer et d'entretenir de bonnes écoles et le droit de rendre l'instruction obligatoire. « Eh quoi, disait Luther, si l'on peut, en temps de guerre, obliger les citoyens valides à porter l'épieu ou l'arquebuse, à courir aux murailles pour défendre la ville, combien plus peut-on et doit-on les contraindre à instruire leurs enfants quand il s'agit d'une guerre bien plus rude à soutenir, la guerre avec le mauvais esprit qui rôde autour de nous, cherchant à dépeupler l'Etat d'âmes vertueuses ! Aussi je veille autant que je puis à ce que tout enfant en âge d'aller à l'école y soit envoyé par le magistrat. »

En 1524, Luther lança son appel aux conseils de toutes les villes d'Allemagne pour les engager à fonder des écoles populaires : « Ce qui fait la prospérité d'une

1) *La Réforme dans le pays de Montbéliard*. J. Viénot, page 256, Paris 1900.

ville, écrit-il, ce n'est pas seulement que l'on y amasse de grands trésors, que l'on y bâtit de fortes murailles... le bien véritable d'une ville, son salut et sa force, c'est qu'on y compte beaucoup de citoyens savaux, honnêtes et bien élevés. »

« Tandis que le catholicisme, dit le dictionnaire de pédagogie,¹ voulait élever l'enfant pour l'Eglise, que l'humanisme voulait en faire un homme au sens antique, le protestantisme veut en faire un chrétien, à la fois homme et citoyen. » Il s'agit, non seulement de le préparer à sa vocation céleste, mais encore à sa vocation terrestre. Or trois choses sont indispensables : l'éducation religieuse, l'éducation morale et la culture intellectuelle ; toute la pédagogie protestante repose sur ces trois points.

L'Éducation religieuse est ce qu'il y a de plus important dans l'enseignement.

« Que Dieu, dit Luther, soit le véritable souverain des enfants, qu'ils regardent, avant toutes choses, à lui. » Mélanchton, Zwingli, Farel et tous les pédagogues protestants insistent sur la nécessité de la piété.

La conséquence de l'éducation religieuse est l'*éducation morale*. L'instruction et l'éducation doivent améliorer la vie de l'homme. Luther, Mélanchton, Calvin, Zwingli insistent sur ce point. Il faut extirper les dispositions mauvaises du cœur de l'enfant et préparer la jeunesse à une vie utile et morale.

L'éducation intellectuelle doit compléter les deux autres. La Réforme apporte encore ici quelque chose de nouveau : la *Méthode*.

« Il ne s'agit plus, dit M. Viénot,² de verser l'instruction dans la cervelle de l'enfant comme dans un

1) *Dictionnaire de Pédagogie*. Article *protestantisme*. F. Buisson, Paris 1887.

2) Viénot, *op. cit.* page 256.

réceptif, il s'agit, au contraire, de stimuler l'énergie individuelle en tenant compte des aptitudes et des diversités constatées. »

Quatre principes nouveaux sont mis en lumière par les Réformateurs :

1° — L'élève doit être capable de trouver la vérité, et l'ayant trouvée, de l'expliquer clairement.

2° — Il faut mener de front la théorie et la pratique.

3° — Il faut avoir des moyens d'enseignement très simples, et par là établir dans l'esprit de l'enfant un fonds solide de connaissances précises, sur lequel tout son développement futur pourra s'édifier et sans lequel il ne parviendrait à rien.

4° — Les enfants doivent être divisés par classes, selon leur force. Dans les écoles fondées par Luther il y avait trois classes correspondant au degré d'instruction des élèves.

Nous retrouvons à la base de l'école primaire protestante les grands principes de la Réforme : le droit et le devoir de chacun de recevoir l'instruction qui le rende capable de lire les Ecritures, de les sonder, de rendre compte et à lui-même et à autrui, de sa foi religieuse.

Mais à qui confier l'éducation de la jeunesse ? Ce fut encore le mérite du protestantisme de former l'*instituteur*. La vocation de celui-ci est élevée à la hauteur d'un sacerdoce par Luther. Tel maître, tel enseignement. Ce que vaut l'instituteur, l'enfant le vaudra. L'œuvre du maître est de « créer un peuple chrétien ». Elle est égale, sinon supérieure, à celle du pasteur : « Pour moi, disait Luther, si Dieu m'éloignait des fonctions pastorales, il n'est pas de charge sur terre que je remplirais plus volontiers que celle de maître d'école, car après l'œuvre du pasteur, il n'est pas d'œuvre plus belle ni plus importante que la sienne ».

— « Il est appelé à sa tâche de la part de Dieu », disait Mélanchton, et Sturm voyait dans la mission d'instruire la jeunesse, de former son intelligence et son cœur, la mission la plus digne d'une âme généreuse.

Le maître doit être instruit et chrétien. « Il faut, dit l'ordonnance ecclésiastique (1559) du pays de Montbéliard, mettre à la tête des écoles des hommes sçavants craignant Dieu, bien affectionnez à exécuter ceste charge et très patiemment endurants peines et fascheries. » Autrement dit à côté de certaines qualités intellectuelles, on exigeait de l'instituteur qu'il fut bon, doux, patient, pieux, de mœurs irréprochables et de jugement sûr.

Les Réformateurs rejetèrent toute punition corporelle. Il faut avant tout que le pédagogue respecte l'enfant. « Respectons les enfants, dit Luther, dérobons-leur le spectacle de tout ce qui pourrait souiller leur jeune âme. Malheur à toi, qui, dans une âme simple, as versé un venin dangereux dont elle ne soupçonnait pas même l'existence. Tu n'as pas souillé un corps, tu as souillé, que dis-je, tu as tué une âme. »

Les appels de Luther en faveur de l'Education populaire furent entendus. Dès 1525, on créa des Ecoles, non seulement pour les garçons, mais encore pour les filles, en Saxe, en Bavière, dans le Wurtemberg. Luther prit une part active dans les visites des écoles et des églises. Il prit également part à la rédaction des plans d'études et aux règlements. Il fournit aux écoles les premiers livres les plus nécessaires : la Bible, les catéchismes, les cantiques et un abécédaire.

Il fut sérieusement aidé dans cette œuvre d'instruction par tous les grands Réformateurs et par leurs disciples, qui, chacun de son côté, dans sa

propre sphère, répandirent l'idée d'école primaire. Nous ne pouvons ici citer tous les noms ; rappelons, en passant, ceux de Mélanchton, de Bugenhagen, de Sturm, de Brentz, de Capiton, de Mathurin Cordier, de Zwingli, de Bucer, de Calvin, à côté de tant d'autres qui contribuèrent tous à l'œuvre puissante du développement intellectuel, moral et religieux de la Société à cette époque.

On fit de sérieux efforts, après Luther, pour établir des écoles partout, non seulement dans les villes, mais dans les campagnes. On se heurta à de grandes difficultés, aussi fit-on, à côté des écoles latines, des classes de catéchisme (1526). Ce ne fut guère que dans les villes que l'on réussit à créer des écoles de garçons et de filles ; mais en 1559, par l'ordonnance ecclésiastique et scolaire du Wurtemberg, on organisa, à côté des classes de catéchisme des classes populaires où l'on enseignait les premières notions et surtout la religion et le chant d'Eglise.

En France, les écoles primaires s'organisèrent quand la Réforme y pénétra. Calvin, bien qu'il se soit occupé surtout de l'instruction supérieure, donna également une impulsion à l'éducation populaire. Pour la période qui s'étend de la Réforme à 1685, les documents sont peu nombreux quant à l'enseignement primaire dans notre pays. Cet enseignement fut florissant pendant un certain temps. « Les protestants, dit Gaufrès, ont été éducateurs aussi passionnément qu'ils ont été religieux. »

Les seigneurs (entre autres Coligny) s'intéressèrent aux écoles. Les Eglises comprirent leur devoir vis-à-vis de l'enfance. Elles feront, dit la discipline des Eglises Réformées de France, tout devoir de faire dresser des écoles et donneront ordre que la jeunesse soit instruite.

Le synode de Ste Foy (1578) exhorte les parents à prendre soigneusement garde à l'instruction de leurs enfants qui sont la semencé et la pépinière de l'Eglise. Les écoles, en temps de calme, se tenaient près des Temples. Mais au moment des persécutions, elles devenaient clandestines : ce furent les *Ecoles buissonnières*. « C'étaient, disait le président Hénault, des écoles que les luthériens tenaient dans la campagne, par la crainte d'être découverts par le chantre de l'Eglise de Paris qui présidait aux Ecoles. » Deux édits, l'un en 1554, l'autre en 1628, les condamnèrent.

Pendant les quelques années de repos accordées aux protestants, leurs écoles se multiplièrent. Chaque Eglise en avait une ou plusieurs ; (l'arrêt du 4 décembre 1671 défendit d'en avoir plus d'une par Eglise) ; on y donnait une bonne instruction élémentaire : lecture, grammaire, calcul, écriture, catéchisme. Vers 1562, il y en avait environ 2000. — En 1578, elles n'étaient déjà plus que 1000. Encouragées par les Synodes, établies par les consistoires qui nommaient les instituteurs en leur délivrant un brevet, elles étaient à la charge exclusive des paroisses. Un modeste écolage était exigé ; les consistoires payaient pour les élèves trop pauvres. Certaines écoles étaient mixtes ; on créa beaucoup d'écoles de filles ; on exigea de plus en plus des maîtres des connaissances précises, en même temps qu'une piété éclairée.

Ce fut la Réforme qui, la première, rendit l'enseignement obligatoire. Les enfants devaient être envoyés à l'école de 6 à 14 ans. A Montbéliard les parents devaient être convaincus de la nécessité d'envoyer les enfants à l'école, non seulement pour leur apprendre les connaissances humaines, mais aussi l'étude et le service de la crainte de Dieu et de

la vertu ¹ Un Synode de Provence enjoignit aux ministres de visiter les familles, « afin de les exhorter sous peine de censure et de suspension, à envoyer incessamment leurs enfants à l'école, enjoignant aux maîtres de redoubler de soins pour la piété et l'instruction des enfants ».

Malgré l'édit de 1598, le clergé catholique travailla systématiquement à la chute de nos écoles, rivales des siennes. Sur 125 instituteurs, 52 furent persécutés ou soumis à des vexations de toutes sortes. En 1640, l'évêque de Poitiers supprima l'école mixte protestante de cette ville, sous prétexte de mœurs. En 1670, on ferma les écoles qui ne s'en tenaient pas aux trois points : lire, écrire, compter. En 1671, on ne toléra qu'une seule école par ville et un seul maître par école. En 1683, il fut interdit d'avoir des écoles en dehors des lieux d'exercice, c'est-à-dire dans les faubourgs. La Révocation de l'Edit de Nantes (1685) fut la ruine de nos écoles. C'est à peine si, de loin en loin, apparaissent quelques tentatives d'écoles buissonnières qui reprirent, dirigées par des hommes dont la tête était mise à prix et qui affrontaient mille dangers. L'école protestante ne put pas être en France ce qu'elle aurait dû être et ce qu'elle fut en Allemagne à cette époque.

En effet au 17^e siècle apparaît le piétisme qui réagit profondément contre l'orthodoxie froide d'alors. Dans le domaine de la pédagogie et de l'instruction populaire, les piétistes ont été des maîtres. Avant tout éducateurs pratiques, ils eurent pour but de former des individus à la volonté assez forte et assez puissante pour se diriger eux-mêmes dans tous les domaines. « L'amour et la volonté, dit M. Parisot, étaient à la

1) Viénot, *op. cit.* page 235.

base de leur pédagogie, comme ils étaient à la base de leur religion. »¹

L'homme n'est pas bon, disent-ils,² d'accord en cela avec les Jansénistes, il n'est même pas indifférent, il est mauvais, bien que Rousseau affirme le contraire ; il n'est pas un esclave comme le veulent les Jansénistes, c'est un être libre. Quoiqu'infirme devant Dieu, il est homme malgré tout, c'est-à-dire une puissance individuelle, qui a la faculté de s'unir aux autres ; il est à la fois sujet et maître ; sujet de Dieu son créateur et son guide, mais maître de lui-même, car seul il est responsable de ses actes et seul coupable, par la prière et la pénitence intérieure, de devenir toujours meilleur, toujours plus grand.

Les piétistes ainsi découvrent le vrai principe de l'éducation morale de l'individu et lui fixent son vrai but. Cependant l'individu n'est qu'un membre de la collectivité ; c'est celle-ci qu'il faut élever et instruire. La raison de leur activité pédagogique est dans leurs cœurs. L'amour seul les guide. Ils ont compris que pour venir en aide au peuple, il ne suffit pas de s'apitoyer sur son sort, de soulager sa misère, mais il faut le faire sortir de sa déchéance et de son engourdissement par l'éducation et par l'instruction. Ils sont pédagogues par vocation. Ils le sont, dit encore M. Parisot,³ par intuition, c'est-à-dire par amour, ils luttent au moins autant qu'ils pensent ; ils ont la sûreté d'instinct de la mère qui, sans avoir cherché sa science autre part ailleurs que dans son cœur, sait discerner, avec un tact et une habileté difficiles à surpasser, quels enseignements conviennent le mieux à son enfant et quelle est la façon la plus sûre

1) Parisot. — *Un éducateur mystique*. — Oberlin, page 285.

2) *Idem*. Page 285 et suivantes.

3) Parisot, *op. cit.* page 87.

de les lui donner. Comme elle ils appliquent l'enseignement intuitif à la masse, obéissant avant tout aux suggestions généreuses de leurs cœurs et aux nobles conseils de leur conscience.

C'est l'amour donc qui fut leur guide dans la voie de l'Instruction populaire. C'est par amour que Franke, Hecker, Flattich, Zeller, créèrent les *Realschule* qui ont servi à tout notre enseignement technique; que Wichern fonda sa *Rauhehaus*, colonie composée de familles qui remplaçaient auprès des petite abandonnés, celle qu'ils avaient perdue. C'est par amour que les Philanthropinistes Basedow, Rochow, fondèrent leurs écoles.

L'innovation apportée par ces ardents défenseurs de l'enfance fut le but pratique de l'enseignement. Ils voulurent donner aux enfants une base d'instruction nécessaire à tout individu, quelles que soient sa condition sociale et ses futures fonctions. Ils ajoutèrent aux notions élémentaires des sciences, les connaissances spéciales utiles à l'homme de métier et créèrent les Ecoles réales où l'enseignement professionnel tenait une large place.

Le philanthropinisme apporte également, dans le domaine pédagogique, certaines innovations. Il veut préparer l'homme à une existence aussi heureuse et aussi utile que possible. Au point de vue de la méthode, l'enseignement doit s'adresser au raisonnement et non à la mémoire seule. Il faut rendre l'étude attrayante, supprimer la fatigue et l'ennui; montrer aux enfants les choses au lieu des mots. Basedow et ses disciples attachaient une grande importance à la gymnastique et aux langues. Ils rejetaient le système des châtimens corporels auquel ils préféraient celui des récompenses.

Oberlin (1740-1826)¹ fut un élève des piétistes. Il fut éducateur autant que pasteur. Dans le domaine de la pédagogie, il fut également un initiateur. Il fonda, lui aussi, sa pédagogie sur l'amour et la volonté ; il fut psychologue et pédagogue, quoique plutôt artisan dans ce domaine que théoricien. Il eut la vocation de l'instituteur. Il est le premier à avoir reconnu que la tâche de l'éducateur ne se circonscrit pas seulement à l'enseignement de l'Ecole primaire, mais qu'elle s'étend bien au delà. Il est le premier à avoir proposé aux pédagogues de suivre la vie entière des hommes, d'être leurs conseillers bienveillants, leurs directeurs de conscience. Comme Luther, Oberlin se fait de l'instituteur une idée très juste ; un bon instituteur est un don de Dieu. Il s'efforça toute sa vie de relever sa situation matérielle et morale. Il a pour le maître d'école une estime mêlée d'admiration, et rend justice à son dévouement et à son abnégation. Il n'y a pas, à ses yeux, de situation plus glorieuse, plus riche en plaisirs purs, en satisfactions de toutes sortes, que celle de l'instituteur, malgré les déceptions qu'elle procure parfois.

Oberlin emprunte aux philanthropinistes leur système de récompenses et de punitions qu'il développa et qui produisit d'excellents résultats au Ban de la Roche. Nous ne pouvons admettre ici la critique de M. Parisot à ce sujet. L'auteur de « Un éducateur mystique » rejette, en effet, cette méthode pédagogique qui, à ses yeux, ne peut que fortifier les bas instincts : la cupidité et la crainte. Ce système était approprié à la mentalité des Ban de la Rochois et produisit ses fruits.

Sur trois points surtout, Oberlin fut un initiateur :

1) Parisot *op. cit.* pages 143 et suivantes.

1^o Il fut le créateur de l'Ecole maternelle et de ses méthodes. Comenius en avait déjà eu l'idée, mais Oberlin, aidé de Sara Banzet et de Louise Scheppler (qui, en 1829, obtint le prix Montyon) fonda la première école maternelle. Son but, dit M. Parisot, était de remplacer auprès des enfants, les mères manquant de loisirs ou de volonté, par des femmes qui sauraient avoir assez de sollicitude et d'amour pour s'occuper de ce petit peuple. L'Ecole maternelle commençait l'éducation physique, intellectuelle et morale des futurs citoyens et cela sans plan arrêté, sans règles fixes. L'instruction était donnée insensiblement, développant surtout les sens et l'observation, plutôt que la mémoire.

2^o Il organisa des écoles primaires. L'instruction était obligatoire. Tous devaient contribuer aux frais de l'école, non seulement les pères de nombreuses familles, mais aussi les célibataires et les familles ayant un seul enfant. Il donna une forte organisation à ces Ecoles, avec un programme complet, très pratique, créant tantôt des écoles mixtes, tantôt des écoles séparées.

L'enseignement primaire comprenait six classes réunies en deux groupes : l'école des commençants et l'école moyenne.

Oberlin, dans l'enseignement primaire, appliqua la méthode de l'enseignement par l'aspect. Il fallait éveiller, avant tout, l'attention de l'enfant. Il créa de toutes pièces tout ce qui pouvait atteindre ce but : cabinet d'histoire naturelle, musée scolaire, cabinet de physique, bibliothèque, tableaux aux vives couleurs. Il voulut aussi que les garçons eussent des notions de droit usuel, et les filles des leçons de couture et de ménage.

3° Enfin il organisa des cours d'adultes, le soir. Ces cours, répartis en trois classes, complétaient l'enseignement donné dans les classes précédentes et portaient surtout sur des questions pratiques : manière d'écrire les quittances, les comptes, chant, agriculture, idées générales sur les sciences et les arts, etc. Oberlin y joignit des œuvres de mutualité pour permettre à ses paroissiens de perfectionner leurs méthodes de travail.

Comme il ne pouvait suffire à tout, il forma lui-même ses instituteurs, soit par des leçons, soit par des conférences pédagogiques, soit par l'enseignement mutuel.

Telle est, esquissée à grands traits, l'œuvre du pasteur du Ban de la Roche. Pédagogue remarquable, dans tous les domaines de l'éducation, il fut en avance d'un siècle sur sa génération. Ce n'est guère que de nos jours que ses idées ont été reprises et développées.

A la même époque, Pestalozzi (1746-1827) faisait ses essais. Il ne fut pas compris de ses contemporains. Pédagogue de génie, grand cœur, esprit élevé, successeur des piétistes par son ardent amour des enfants, il n'eut qu'un but dans sa vie : soulager la misère du peuple. Il connut toutes les souffrances. Toujours à la poursuite de son rêve, il ne put en donner, dans les écoles qu'il dirigea à Stanz, Burgdorf et Yverdon, qu'une vulgaire ébauche, tellement imparfaite qu'il la désavouait lui-même. Il voulut rendre accessible au peuple l'enseignement domestique ; il désirait que la mère apprit à élever ses enfants. Sa méthode est basée sur l'intuition. L'art d'enseigner s'appuie sur un triple fondement : le nombre, la forme, le langage qu'il faut rendre le plus harmonique et le plus simple possible. De nos facultés correspondantes découlent toutes nos connaissances.

Il voulut psychologiser l'éducation, la mécaniser, c'est-à-dire soumettre les formes de tout enseignement aux lois éternelles, selon lesquelles l'esprit s'élève des intuitions sensibles aux idées claires. Il existe pour les intuitions une méthode naturelle de classement selon laquelle elles doivent être disposées en séries pour être présentées à l'enfant. Pour Pestalozzi, l'éducation est un art ayant ses lois certaines.

Les origines des sentiments d'amour, de confiance et d'obéissance doivent être cherchées, d'après lui, dans les relations entre la mère et l'enfant. Les sentiments que la mère éveille dans le cœur de l'enfant se transforment plus tard en sentiment moral et en sentiment religieux.

L'œuvre de Pestalozzi était trop peu claire, trop peu précise pour lui survivre. Cependant sa méthode d'instruction est en honneur aujourd'hui.

II. L'Ecole protestante au 19^e siècle en France.

Lorsque la persécution religieuse cessa, et que les protestants se relevèrent de leurs ruines, ils se remirent à lutter pour le développement de l'instruction primaire. En 1772, le Consistoire de Paris établit une école gratuite pour la première éducation religieuse ; on fonda des écoles un peu partout, surtout dans les paroisses des grandes villes. En 1828, il y en avait 392, surveillées par un comité composé du pasteur, du maire, des notables protestants, du proviseur ou d'un délégué du recteur. Lorsque le clergé reprit la direction de l'Instruction publique, on y adjoignit le juge de paix, généralement catholique et un membre du conseil académique, lequel membre pouvait être un prêtre. On admettait les enfants protestants dans les

écoles catholiques, à condition qu'ils suivissent la messe et le prêche.

A cette époque, c'est-à-dire vers 1825, tout est à créer au point de vue de l'éducation protestante. Il faut des écoles et des maîtres. Partout les protestants sont en butte aux vexations des catholiques. L'instruction protestante est pitoyable ; des contrées entières sont plongées dans l'ignorance ; un tiers à peine de nos enfants vont à l'école ; dans quantité de paroisses, les catéchumènes savent à peine écrire leurs noms. Il y a disette d'instituteurs et ceux qui enseignent sont peu capables. Où était le temps où l'on affirmait que tout protestant savait lire ?

Les pasteurs comprirent qu'ils avaient une tâche à remplir. Ils se firent instituteurs ; beaucoup même prirent leur diplôme d'enseignement.

En 1829, quelques hommes éminents voulurent reprendre les traditions de leurs pères et répandre l'instruction dans nos Eglises. Sous la présidence du marquis de Jaucourt, ils fondèrent la Société pour l'encouragement de l'Instruction primaire parmi les protestants de France qui fut reconnue d'utilité publique le 15 juillet 1829. Les débuts de cette Société furent modestes, mais elle se développa dans la suite. Elle existe encore, mais avec un but différent.

Son but primitif fut de contribuer à la création du plus grand nombre possible d'Ecoles protestantes, d'améliorer les écoles existantes, de solliciter du pouvoir la création d'écoles mixtes, de servir d'intermédiaire entre les Eglises et le gouvernement pour aplanir certaines difficultés et de former des maîtres instruits et pieux. Ce qu'elle voulut avant tout, ce fut de créer des écoles qui donnassent aux enfants l'instruction nécessaire en développant leur intelligence, et qui fussent un lieu d'éducation où leurs facultés

morales et leurs volontés recevraient une forte impulsion vers le bien. Or ce développement ne pouvait se faire qu'au moyen des idées religieuses. Il fallait que les Eglises eussent des Ecoles fortement organisées, où la religion ne serait pas enseignée à heures fixes, mais où son influence se ferait sentir dans l'enseignement tout entier en le pénétrant et l'animant.

En 1833, Guizot, ministre de l'Instruction publique, membre de la Société d'encouragement, et plus tard son président, donna la célèbre loi sur l'enseignement, où l'on sent une influence protestante. Guizot est bien le fils de la Réforme. Toute commune fut obligée de fonder et d'entretenir au moins une école primaire soit à elle seule, soit en se réunissant avec les communes limitrophes.

Ce chrétien éminent fut, on peut le dire, le créateur de l'instruction primaire en France. Il voulait que tous les enfants fussent élevés dans les mêmes écoles, mais il reconnaissait aussi que dans certains cas la chose n'était pas possible. Aussi autorisa-t-il les communes à créer et à entretenir des écoles plus particulièrement affectées à l'un des cultes reconnus par l'Etat. En même temps il ordonna la création d'Ecoles normales, une par département, et améliora le sort des instituteurs.

Cette loi du 28 juin 1833, tout à fait dans l'esprit de la pédagogie protestante, mettait à la base de l'éducation l'enseignement religieux. Pelet de la Lozère, membre également de la Société d'encouragement, fut le digne successeur de Guizot au ministère de l'Instruction publique. La loi, d'inspiration protestante, fut appliquée dans un esprit protestant.

Le but de la Société d'encouragement fut alors de faire communaliser les écoles protestantes qui, quoique passant à la charge des communes, restaient néan-

moins sous la direction des Eglises. La Société contribua à la création d'écoles nouvelles et à certaines communalisations qui, dans les milieux anti-protestants, se faisaient péniblement à cause du mauvais vouloir des autorités locales. Elle s'efforça de combattre tout prosélytisme dans les écoles mixtes où les enfants étaient soumis aux règles de la communion catholique.

Il fallait avant tout rendre l'instruction protestante, c'est-à-dire religieuse ; il fallait former le caractère des enfants protestants par des méthodes spéciales, par des principes et un esprit éducateur protestants. D'où la nécessité d'avoir des instituteurs. Les pasteurs créèrent des Ecoles normales dans un certain nombre de paroisses : à Châtillon, à Mens, à Dieulefit, à Lille, à Montbéliard, à Fénétrange, à Glay, pour les instituteurs ; à Larzallier, Nîmes, Boissy, pour les institutrices. Ces écoles étaient subventionnées par la Société d'encouragement, sauf Boissy qu'elle fonda et prit à sa charge. En 1846, l'Ecole normale protestante de Courbevoie s'ouvrait.

La loi du 15 mars 1850 contribua peu au développement de notre enseignement protestant. Elle favorisait surtout l'enseignement congréganiste. Le désavantage qu'elle nous procurait était la concurrence formidable des écoles catholiques qui allaient essayer de conquérir notre jeunesse. Comme avantage, elle accordait des écoles protestantes à toutes les églises. Ce qui en 1833 était une exception devenait la règle à partir de 1850. Toute commune devait établir des écoles séparées pour les enfants de chacun des cultes reconnus par l'Etat.

Nos écoles étaient florissantes, (environ 1600) quand furent promulguées les lois scolaires de 1882-86. Tandis que la loi de 1833 déclarait que l'instruction reli-

gieuse était à la base de l'enseignement primaire, la loi de 1882 la supprima radicalement. L'école devint laïque, indépendante de toute Eglise, l'entrée en fut désormais interdite aux pasteurs et aux prêtres. Ce fut le coup fatal porté à notre enseignement protestant. Nous perdîmes par centaines nos écoles communales qui furent laïcisées. Malgré l'esprit de neutralité qui présida à l'élaboration de ces lois (un protestant, Ch. Robert, y contribua comme secrétaire d'Etat), nous fûmes lésés. Beaucoup de nos instituteurs furent remplacés dans nos écoles par des maîtres catholiques. Il reste encore quelques îlots de notre enseignement dans quelques grandes villes, (Paris, Reims, Bordeaux, Le Creusot, Montpellier).

Et c'est ainsi qu'on a chassé Dieu de l'école, comme dit M. Parisot. Certes, dans l'esprit du législateur, il n'en devait pas être ainsi. Le maître n'était pas l'ennemi de la Religion comme il l'est trop souvent aujourd'hui.

« On ne demande plus, dit M. Parisot,¹ à l'instituteur, un certificat de bonne conduite religieuse. Son rôle n'est plus de faire avancer le règne de Dieu. On a chassé Dieu de l'école, et ce faisant, on l'a rendue plus universelle. La morale qu'on y enseigne est plus pure, plus noble, plus morale même, parce qu'elle exige plus d'effort de volonté. » Eh bien non. La morale laïque, la vieille morale humaine, comme l'appelle M. Buisson, n'est pas supérieure à la morale chrétienne, que mirent en honneur tous nos pédagogues protestants. Une morale sans Dieu est une morale incomplète. Dieu, dit M. Viénot,² manque à notre génération, il manque à notre jeunesse qui essaie de cacher,

1) Parisot *op. cit.* page 103 note.

2) Revue chrétienne, *Le protestantisme et la pédagogie*. J. Viénot, page 255 et suivantes, année 1889.

sous des théories malsaines, son ambitieuse impatience et ses appétits brutaux. Et cependant cette morale chrétienne, inférieure à la morale de nos éducateurs laïques, est celle de tous nos grands pédagogues, nous venons de le voir suffisamment dans les pages qui précèdent. Tous insistent sur la nécessité de l'instruction religieuse, tous se déclarent impuissants à faire leur œuvre d'éducation si on ne leur laisse pas Dieu, Jésus-Christ, une sanction religieuse. Il ne peut y avoir, dit Graefe, de véritable éducation en dehors de l'éducation chrétienne. Nos pédagogues modernes, dit encore M. Viénot, ont emprunté à nos pédagogues leurs méthodes, leurs principes, leurs applications, et il n'y a qu'une chose qu'ils leur laissent, c'est l'idée centrale, l'idée maîtresse d'où découlent pour eux toutes les autres.

« Leurs principes pédagogiques ! mais ils étaient la conséquence de leurs principes philosophiques et religieux. Leur foi, mais c'était elle qui les rendait ingénieux ; leur zèle ! mais il venait du sentiment profond de la beauté de leur tâche et de leur responsabilité devant Dieu. » « Nous ne sommes pas sans inquiétude, ajoute M. Viénot, sur ce que va être l'âme laïcisée de la génération qui grandit. » Qu'arrivera-t-il ? Nous ne savons. Nous ne pouvons que déplorer cet état de choses, tout en reconnaissant ce que la troisième République a fait pour l'instruction publique.

Mais elle aurait dû comprendre que chasser Dieu de l'école, c'est ôter à l'éducation sa base et son couronnement, car un enfant élevé chrétiennement est un enfant bien élevé (Vinet). Il y aurait nécessité à mettre à profit ce que disait M. Siegfried en 1877,¹ à propos de la misère : « Il faut pour détruire celle-ci répandre

1) Siegfried : *La misère, son histoire, ses causes, ses remèdes*. Paris 1877.

l'instruction. Mais ce n'est pas la panacée universelle ; ce n'est qu'un moyen ; le but est l'éducation. Cette éducation doit avoir pour base la morale et la religion, non pas une religion de forme, mais une religion agissante, ne se bornant pas à une foi aveugle et superstitieuse, mais possédant une foi vivante, formée par des convictions personnelles, résultant de l'étude de la Parole de Dieu et du cœur humain.»

PREMIÈRE PARTIE

Historique de l'Ecole

CHAPITRE PREMIER

Fondation de l'Ecole. — Causes qui l'ont amenée Appel de Gauthey.

Nous avons vu dans la deuxième partie de notre Introduction que vers 1826, il y avait pénurie d'instituteurs protestants. De tous les coins du pays, les pasteurs se plaignent amèrement du manque d'éducateurs. Ceux-ci sont rares, encore plus rares les bons instituteurs. En 1830, le pasteur Blanc, de Mens, disait que ce qu'il fallait au protestantisme, c'étaient de bons instituteurs chrétiens, qui remplissent leurs pénibles fonctions en conscience, plutôt par amour pour Dieu que dans des vues mercenaires. Le pasteur Brun, de Montélimar, disait également : « Il faut des Ecoles normales protestantes pour former les instituteurs appelés à diriger nos écoles. Dans les Ecoles normales catholiques, l'instruction religieuse est nulle ou insuffisante pour nos futurs maîtres ; il leur faut des leçons vivantes, une atmosphère religieuse. » Dès 1833, on s'efforça d'obtenir de l'Etat des Ecoles normales protestantes spéciales ; on n'obtint pas de réponse. On sollicita de Guizot, alors ministre, la création de cours spéciaux d'instruction religieuse pour les élèves protestants des Ecoles normales de l'Etat, ce qui fut accordé pour douze écoles.

Quand on parcourt les rapports annuels de 1830 à 1843 de la Société pour l'encouragement de l'instruction parmi les protestants de France, on retrouve chaque année la même plainte adressée à la Société : « Il nous faut des instituteurs capables, zélés, instruits. Ceux qui exercent sont trop souvent indifférents et ignorants en pédagogie. »

En 1842, le pasteur Montandon fit, comme agent de la Société d'encouragement, une tournée en province. Partout on lui demanda la création d'une Ecole normale appartenant à la Société et établie à Paris. Il y avait bien les quelques Ecoles normales dont nous avons parlé dans notre Introduction, mais elles étaient loin de suffire à tous les besoins ; de plus elles ne pouvaient former des instituteurs que pour les départements où elles se trouvaient ; l'exemption militaire, en effet, était annulée pour l'instituteur qui quittait son département.

Aussi, depuis 1842, le problème fut placé devant la conscience des membres du Comité de la Société : il faut absolument un enseignement normal protestant, comment faire pour le créer ? Il nous faut une Ecole à Paris, mise sous notre direction, dont les élèves nourris et instruits par une solide influence religieuse, deviendraient capables de rivaliser de zèle et de dévouement avec les congrégations. Ce rêve, caressé depuis longtemps, mit plusieurs années à se réaliser. Le Comité chargea une commission de faire un rapport sur l'utilité d'une Ecole d'instituteurs à Paris. Quoique la commission fût favorable à ce projet, on attendit encore. En 1844, le rapport annuel mentionne les hésitations et les désirs de la Société. « Qu'il nous serait doux, disait le marquis de Jaucourt, de développer ici, sous vos yeux, des hommes solides, sérieux, vraiment inspirés de leur vocation, genre de mission-

naires en instruction ! Pépinière excellente où les esprits se muniraient de connaissances saines et s'armeraient d'une foi courageuse, qui enverrait partout, nous l'espérons, des maîtres capables de rivaliser avec nos adversaires. » « Depuis longtemps, dit également d'Aldebert, on nous a demandé la fondation d'une Ecole normale appartenant à la Société, s'inspirant de son esprit, et qui formerait, sous son inspection, de jeunes maîtres très disposés ensuite pour son service. Beaucoup de pasteurs, de nombreuses Eglises insistaient auprès de nous pour la prompte réalisation de cette pensée d'une Ecole normale ; en la mettant à exécution, notre Société préparerait et posséderait de bons maîtres, aux études et surtout au dévouement religieux desquels elle aurait, elle-même, imprimé une salubre direction, des maîtres éclairés, fidèles, vraiment dignes de leur mission. »

Cette Ecole répondait donc à un besoin. La Société d'encouragement ne savait où trouver des instituteurs pour les indiquer aux Eglises qui en demandaient. Mais pour fonder cet établissement, il fallait de l'argent, une certaine avance de fonds. On se mit avec confiance à rechercher ces fonds. 10000 francs furent mis de côté sur le produit de la vente annuelle du Comité des Dames ; on lança une circulaire dans les Eglises, annonçant l'ouverture prochaine de l'Ecole et on chargea une commission spéciale du soin de son organisation.

Hors Paris, à peu de distance, l'établissement projeté devait occasionner moins de dépenses avec de sérieuses garanties résultant de l'absence de tout contact avec la grande ville. Courbevoie remplissait ces conditions, on lui donna le choix. On venait d'y ouvrir l'asile Lambrechts qui devait recevoir des vieillards et des enfants protestants pauvres. A côté de cet établis-

sement se trouvait une modeste propriété assez grande cependant si l'on y joignait une propriété voisine. Il était possible, les ayant aménagées, d'y recevoir une dizaine d'élèves. Le prix d'achat et les réparations s'élevaient à 36,000 francs. De plus il fallait 12,500 francs pour couvrir les frais annuels. Le Comité résolut d'acheter ces propriétés et d'y installer l'Ecole normale. En 1845, 20,000 francs étaient mis en réserve. Un anonyme donna 4850 francs. Ces quelques ressources et la vente annuelle du Comité des Dames permirent d'aller de l'avant.

Mais la Société, ayant son Ecole à elle, allait-elle abandonner les Ecoles modèles déjà établies? Non, elle continua d'entretenir un certain nombre de bourses en faveur de jeunes gens pauvres.

La nécessité de l'Ecole de Courbevoie se faisant de plus en plus sentir, la Commission s'occupa activement des mesures préparatoires. Elle fit la demande d'autorisation au Conseil royal qui adhéra à la création de l'Ecole, puis au Conseil d'Etat qui, quelques mois plus tard, donna son approbation.

Les propriétés furent achetées le 1^{er} juillet 1844; l'acte de vente fut achevé le 4 juin 1845. En juillet 1846, le local était prêt pour recevoir les élèves. L'ancien grenier fut transformé en un dortoir qui pouvait contenir un surveillant et 24 élèves. Dans l'étage au-dessous, on établit le cabinet du directeur, la lingerie, la bibliothèque, l'infirmerie et deux petites salles de classe. Au rez-de-chaussée, une salle d'étude et un parloir furent établis. Un hangar assez vaste fut transformé en un réfectoire pouvant contenir 30 à 40 places. Au-dessus de ce réfectoire on construisit une salle d'étude commune à tous les élèves.

La maison à un étage, située à côté, aurait pu servir d'habitation au directeur, mais elle était trop

petite. On y logea le second maître. On réunit ensuite ces différents corps de bâtiment de manière à former un tout.

Le Comité loua une maison, dont le mur était mitoyen avec la propriété, pour le logement du directeur, de telle façon que celui-ci était à la fois dans l'Ecole et hors de l'Ecole. Cette maison fut achetée dans la suite par M. Vernes, et donnée à l'Ecole.

La question importante était de trouver un directeur. Et c'était difficile ! « En effet, dit d'Aldebert dans le rapport de 1846, le directeur est l'âme et la vie de l'Ecole. L'influence qu'il exerce par ses sentiments, sa piété, ses lumières, ne s'exerce pas seulement sur les maîtres qu'il prépare, elle s'étend et se propage dans les écoles que ceux-ci dirigeront plus tard et jusqu'au milieu de plusieurs générations qui se succéderont sous leur conduite. Il faut, chez le directeur que nous cherchons, un esprit élevé, une piété humble et vivante, des connaissances pédagogiques variées, un dévouement absolu, et, pour l'inculquer aux instituteurs qui le transmettront aux élèves, le beau don de modération et de sagesse, si rare hélas ! qui rend l'homme content sur la terre de la position dans laquelle la Providence l'a placé. »

Les circonstances servirent heureusement la Société. L'Ecole normale du canton de Vaud (Suisse) venait de se transformer sous le coup d'événements politiques et le directeur donnait sa démission. La Société lui demanda de prendre la direction de l'Ecole de Courbevoie qui allait s'ouvrir. Gauthey, après quelques hésitations, accepta.

Qu'était ce premier directeur ? Il nous semble indispensable de donner ici quelques aperçus biographiques sur ce pédagogue éminent et de premier ordre, ce chrétien convaincu que fut Gauthey.

Il naquit en 1795 à Grandson, où il passa son enfance. Il fit ses études au collège et à l'académie de Lausanne, où il fit la connaissance de Vinet dont il resta toujours l'ami. A côté de la théologie, il étudia l'astronomie, les mathématiques et les sciences qui donnèrent à son esprit une tournure particulière. Précepteur en Suisse, puis en Angleterre, il revint dans sa patrie en 1821. Il avait été consacré en 1818. Il exerça le saint ministère à Yverdon où il connut Pestalozzi dont il fut le confident et l'ami, puis à Bullet (1826) et à Lignerolle (1834). Homme de réveil, il eut une grande influence comme pasteur. En Suisse, à cette époque, on commençait à s'occuper de l'instruction primaire et de la formation des instituteurs. On ne savait pas encore quelles conditions devait réaliser une Ecole normale. Le gouvernement du canton de Vaud publia alors une circulaire par laquelle il mettait au concours ce sujet. Gauthey fit un travail qui fut remarqué et si bien apprécié qu'on appela son auteur à la direction de l'Ecole qui allait se fonder à Lausanne. Gauthey accepta à titre provisoire, pour deux ans. Il resta douze ans à la tête de cet Etablissement. Vers 1839 son œuvre fut attaquée par le parti radical. Il défendit vigoureusement son Ecole, accusée de môme-rie, dans son livre « *Rapport sur l'Ecole normale du canton de Vaud*, » traduit plus tard en anglais et en italien. De 1830 à 1845 l'Ecole fut florissante. Vinet, Gindroz, Monnard, Cousin, le père Girard la visitèrent et rendirent hommage aux talents de son directeur. La Révolution de 1845 lui fut néfaste. En 1846 Gauthey donna à la fois sa démission de pasteur national avec Vinet et ses collègues vaudois, et celle de directeur de l'Ecole. A cette époque il reçut les propositions de la Société d'encouragement. Son nom était connu à Paris. M. Rayroux, instituteur, ancien élève

de l'Ecole normale de Lausanne, le désigna au pasteur Montandon, qui, d'accord avec le Comité, s'adressa à lui. Sur les instances de F. Delessert il accepta. Pour qu'il put diriger l'Ecole de Courbevoie, il lui fallait se mettre en règle avec l'administration. Sur les conseils de V. Cousin, alors ministre de l'Instruction publique, il passa ses examens d'instituteur à Besançon. En juillet 1846, il arrivait à Courbevoie. Il avait cinquante et un ans.

CHAPITRE II.

L'Ecole sous Gauthey (1846-1864.)

L'Ecole s'ouvrit en août 1846. Le plan d'études avait été dressé à l'avance par le comité et le directeur. La surveillance était confiée au Comité. Tout marcha à souhait. Le Ministre de l'Instruction publique confirma la nomination du pasteur Gauthey à la direction de l'Ecole, et le Conseil royal approuva le règlement. On adressa aux pasteurs une circulaire où était mentionné un extrait de ce règlement et un avis sur les conditions d'admission. Le Ministre donna son appui à la fondation de l'Ecole et accorda une subvention annuelle de 1000 francs pour compléter le traitement du directeur et deux bourses.

Le 3 août 1846 eut lieu la séance d'ouverture sous la présidence de Ch. Vernes, vice-président de la Société. Quelques pasteurs de Paris y assistaient : Meyer, Grandpierre, Rouville, Zipperlen, etc., ainsi que les membres du Comité : Delessert, R. Cuvier, Montandon, etc., Rayroux, instituteur à Paris et le maire de Courbevoie.

Ch. Vernes prononça le discours d'ouverture. Il rappela les débuts de la Société, les motifs qui l'avaient amenée à fonder l'Ecole et comment on était arrivé à ce résultat. Il fit l'éloge du nouveau directeur très qualifié pour la tâche qui lui était confiée. Puis, s'adressant aux élèves, il indiqua dans quel esprit ils devaient se préparer à la belle vocation d'instituteur. On retrouve dans ce discours les vœux les plus chers de la Société ; ce qu'elle désire, c'est une pépinière de pédagogues chrétiens. « N'oubliez pas, leur dit-il, que

c'est l'Évangile plus encore qu'une science trop étendue, que vous aurez à porter à nos pauvres populations. Ce sont de vrais chrétiens, de bons pères de famille que vous aurez surtout à préparer. Ce ministère exige une vocation ferme et persévérante et quelque humble qu'il soit, il aura quelque chose de sacré. C'est vous qui, dans les parties de la France dénuées de secours spirituels, conserverez à la foi évangélique la génération naissante qui, sans vous, pourrait s'en laisser détourner. Vous entretiendrez ainsi le flambeau du protestantisme, et il nous sera doux d'avoir pu voir se former sous nos yeux, cette pépinière d'instituteurs qui doit être un jour si chère à l'Eglise de France.

Gauthey prit ensuite la parole et exposa son plan d'action et ses idées sur la préparation à la carrière de l'enseignement. Dans son discours on retrouve l'exposé des principes qui ont été à la base de l'Ecole, sous la direction de Gauthey et de Gaudard. Gauthey montrait aux élèves ce que l'Eglise attendait d'eux : « Elle attend, dit-il, que vous lui prépariez une jeunesse saine et bénie, que de vos écoles sortiront des fidèles qui rappelleront les beaux jours de la Réforme et conserveront le précieux dépôt que nos ancêtres nous ont transmis. Ne trompez pas son attente et mettez-vous à l'œuvre avec courage ; regardez en haut, confiez-vous au Maître et votre travail sera béni. »

Le nombre des élèves qui était de 9 en août, était de 15 à la fin de 1846 et de 26 en 1847. La pension était de 480 francs. La Société accordait deux bourses et six demi-bourses. Pour être admis, il fallait avoir 18 ans révolus et passer un examen sommaire ; quelque temps plus tard on ajouta l'engagement de servir pendant 5 ans, comme instituteur, dans une école protestante. Les deux bourses de l'Etat furent mises au con-

cours. Sur six élèves qui se présentèrent, cinq furent admissibles et le gouvernement choisit les deux boursiers sur la liste des cinq.

Il y avait à peine deux ans que l'Ecole était fondée qu'éclata la tourmente de 1848. Les élèves eurent à ce moment un rôle à jouer. La banlieue parisienne était parcourue par des bandes de gens sans aveu qui terrorisaient les habitants. A Courbevoie ils menaçaient d'envahir la mairie. Effrayé, le maire fit appel au concours des normaliens qui se mirent à son service pour maintenir l'ordre. Ils s'acquittèrent courageusement de leur tâche et réussirent à tenir tête à une bande de forcenés qui venaient d'incendier le pont du chemin de fer à Asnières et le château de Rotschild à Suresnes. Aussi quand les gardes nationaux, qui avaient été appelés à Paris, rentrèrent à Courbevoie, la population les accueillit aux cris de « vive la garde nationale », bientôt suivis de « vive les normaliens, vive l'Ecole normale ! »

L'Ecole avait commencé avec un personnel assez restreint, composé du Directeur, du sous-directeur, Ganchaud et de trois professeurs externes : Lévi, Favarger et Nouvian. Le directeur était chargé de l'enseignement de la religion, de la pédagogie, de l'histoire, de la composition française, des sciences et de la lecture. Le sous-directeur enseignait la grammaire, l'orthographe, la géographie, le calcul et la géométrie élémentaire. Il présidait aux repas et surveillait le dortoir.

Nouvian, ancien chef des travaux graphiques à l'Ecole centrale, enseignait le dessin linéaire ; Lévi la musique et Favarger l'écriture.

Dans l'année 1847-1848, Nouvian quitta l'Ecole, Ganchaud alla en Angleterre ; G. Appia, actuellement pasteur à Paris, proposa de le remplacer dans quel-

ques-unes de ses leçons. Gauthey accepta son offre avec empressement. Le nouveau professeur gagna bien vite l'affection des élèves ; en octobre 1847 il était nommé sous-directeur. Mais il tomba malade quelque temps après et fut forcé de renoncer à sa tâche. Successivement Beigbeder et Gaubert se chargèrent de quelques leçons. Vers la fin d'août 1849, Vittoz, ancien élève de Gauthey à Lausanne, fut nommé sous-directeur.

L'Ecole prospérait. Durant ces trois années elle avait été visitée par un certain nombre de pasteurs et d'inspecteurs, entre autres par l'inspecteur des écoles primaires de la Seine, d'Altenheim, et par le vice-recteur de l'Académie de Paris, Rouselle. Tous deux exprimèrent leur satisfaction. D'Altenheim s'intéressa à l'Ecole qui lui rappelait les petites écoles normales d'Allemagne décrites par Cousin, et dans lesquelles la simplicité et la piété étaient le plus bel ornement. Il comprit que l'Ecole de Courbevoie ne travaillait pas sur les mêmes bases que les Ecoles normales de l'Etat qui avaient donné lieu à des plaintes graves, et il adressa au Ministre de l'Instruction publique un rapport bienveillant. Ce témoignage valut à l'Ecole deux bourses de la part du gouvernement qui en promit deux nouvelles dans un avenir assez rapproché. Rouselle et les différents ministres qui se succédèrent à l'Instruction publique furent favorables à Courbevoie. En 1851 l'inspecteur lui rendit hommage en disant que la Commission d'examens pourrait presque recevoir ses candidats sans examen, tant la direction prenait soin de n'envoyer au concours que des élèves parfaitement préparés. Eugène Rendu, inspecteur de l'arrondissement de St-Denis, dans un ouvrage qu'il fit sur les Ecoles de Londres, parla de l'Ecole de Courbevoie et cita un fragment d'un rapport de Gauthey.

La municipalité de la ville était bien disposée pour l'Ecole et le maire écrivit au directeur, au nom du Préfet et en son nom, pour le féliciter de la marche de son Etablissement.

En 1861, dans un rapport adressé au Ministre par le Conseil académique de la Seine, il est dit que les normaliens, dans leurs examens, justifiaient l'intérêt que le gouvernement leur portait. Cette faveur marquée est à noter comme un fait intéressant, car à cette époque, les Ecoles normales départementales étaient tenues en suspicion. En 1850 la commission chargée d'élaborer la loi sur l'enseignement avait, sous la présidence de Thiers, accusé violemment les instituteurs d'être les instigateurs de la Révolution de 1848.¹ Il fallait « qu'ils fussent mis en suspicion, tenus de court, placés sous une main de fer. » (Thiers). Les Ecoles normales étaient les milieux où se formaient ces ennemis de l'ordre social ; elles étaient, aux yeux de Thiers, de véritables petits clubs silencieux, foyers des plus mauvaises passions, d'où sortaient des dévoyés et des socialistes. La véritable Ecole normale, pour les instigateurs de la loi Falloux, devait être l'école primaire elle-même, où les jeunes gens se formeraient sous la direction de maîtres vieillis dans la carrière et qui leur apprendraient un art qui n'a pas à vrai dire de théorie (Thiers).

La confiance de l'Etat dans l'Ecole de Courbevoie était justifiée ; elle avait fait ses preuves. Vers 1852, Verry pouvait dire qu'elle était une victorieuse réfutation des attaques sans intelligence et sans mesure dirigées contre le principe même des Ecoles normales, et Rendu exprimait la conviction que, si toutes les Ecoles avaient été dirigées dans l'esprit qui animait

1) Michel. *La loi Falloux*. Paris 1906. — *Les Cahiers de la quinzaine*, 20 octobre 1907.

l'Ecole de Courbevoie, l'institution elle-même aurait été maintenue avec son caractère obligatoire. Dans une visite que cet inspecteur avait faite, en 1851, à Courbevoie, il expliquait à Gauthey que ce qui avait contribué à jeter le discrédit sur l'enseignement primaire, c'étaient certains défauts des instituteurs : principalement le manque de religion, l'absence de l'élément de l'éducation qui doit accompagner l'instruction, l'extension exagérée donnée aux études primaires, et les dispositions de certains maîtres à sortir de leur sphère pour se lancer dans la politique. Ces défauts ne se rencontraient pas chez les Courbevoisiens.

Les succès aux examens étaient nombreux. Le brevet de capacité s'obtenait à la Sorbonne, après avoir passé l'examen devant une Commission spéciale. En deux ans, 7 élèves étaient entrés dans l'enseignement, munis de leurs diplômes. En 1849, sur un grand nombre d'aspirants, 4 seulement avaient été reçus, dont 3 de l'Ecole. Le nombre des diplômés eût été plus grand, si le règlement n'avait pas exigé que les candidats se présentassent à la Sorbonne. Certains seraient allés à Versailles. Dans la suite, d'ailleurs, ce point du règlement fut modifié.

Mais vint 1850. Le gouvernement préparait une loi de réaction catholique, presque de défense sociale, selon Thiers. Les Consistoires prirent à ce moment la défense des Ecoles normales. Ils voyaient dans les privilèges accordés aux congrégations un danger pour le protestantisme. Cette loi était manifestement favorable à l'Eglise catholique. Il y avait inégalité, puisque le brevet de capacité était supprimé pour les congréganistes et remplacé par un stage de trois ans dans une école publique ou privée. Cette loi allait-elle entraver la marche de l'Ecole ? Nullement. Elle n'abaissa

pas le niveau des études, mais elle divisa le brevet en deux parties : l'une obligatoire, l'autre facultative. Comme branches facultatives, elle indiquait l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, les éléments d'histoire générale et la géographie, des notions de sciences physiques et naturelles applicables aux usages de la vie, des notions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie, l'hygiène, l'arpentage, le nivellement, le dessin linéaire et la gymnastique. L'Ecole s'efforça de faire obtenir à ses élèves le brevet complet.

De 1850 à 1864, son existence fut brillante. Gauthey avait l'habitude de dire qu'un établissement d'éducation était un être vivant qui devait se développer sans interruption. C'est ce que fit l'Ecole placée sous sa direction.

Les autres Ecoles étaient, en général, fermées aux protestants. Le pasteur Verrue de St-Sauvant, en 1853, en cite un exemple. A l'Ecole mixte de Parthenay on refusait systématiquement nos corréligionnaires ; pour y être admis, il fallait plus ou moins abjurer. Aussi les demandes d'admission à Courbevoie affluèrent-elles. Le nombre des élèves s'accrut. En 1853 il était de 30. Un nouveau dortoir fut aménagé. Les quatre bourses que l'Etat accordait furent mises au concours et obtenues à la suite d'examens passés devant une Commission composée d'un inspecteur, du président de la Société et du directeur de l'Ecole. En 1854, l'Etat accorda une nouvelle bourse. En 1861, il y avait 25 demandes d'admission et 35 élèves. Trois nouvelles bourses furent accordées.

Durant cette période, certains changements s'étaient produits dans le personnel enseignant. En janvier 1852, Vittoz avait été remplacé par le pasteur Trottet qui en 1853 fut appelé par l'Eglise française de Stockholm ; Gaudard, licencié en théologie, lui succéda. En

1856, Morel fut appelé comme surveillant maître-adjoint. L'Ecole fut agrandie, la maison occupée par le directeur et louée par la Société fut acquise par Charles Vernes et jointe à l'Ecole en 1859. Vernes acheta aussi une propriété voisine dont une partie fut aménagée pour les besoins de l'Etablissement et l'autre louée à des particuliers. Les enfants du directeur habitèrent longtemps un pavillon qui en faisait partie. Il est juste de citer ici le nom de Ch. Vernes, bienfaiteur de l'Ecole. Avec F. Delessert, il suivait avec intérêt les progrès des élèves. Il contribua par ses libéralités à doter l'Ecole du matériel nécessaire. Une bibliothèque fut créée et, d'année en année, ses ressources augmentèrent.

Les échecs étaient rares aux examens. Les candidats arrivaient généralement en tête. C'est ainsi qu'en 1853, aux examens du printemps, l'Ecole eut 5 brevets, dont deux avec le numéro un. En automne de la même année, sur 58 candidats, il y eut 6 admis dont 4 de l'Ecole, et, sur ces 4, deux avaient un nombre de points de beaucoup supérieur à la bonne moyenne.

Jusqu'en 1861, les examens se passaient à la Sorbonne, devant un jury composé d'un nombre assez limité de membres qui connaissaient l'Ecole et qui suivaient ses progrès avec intérêt. A partir de 1861, les épreuves eurent lieu à l'Hôtel de Ville devant une Commission beaucoup plus nombreuse et dont les membres changeaient. Il y eut à cette occasion quelques échecs, vite réparés d'ailleurs, et les normaliens reprirent leur rang.

De tous côtés on s'adressait à l'Ecole de Courbevoie pour avoir des instituteurs. Mais elle ne pouvait satisfaire à toutes les demandes. Une cause d'ennuis était la loi de recrutement militaire et celle de l'instruction publique. Ces deux lois rendaient difficile la

position et le placement des élèves. En effet, d'après la loi du 2 mars 1832, les instituteurs qui contractaient l'engagement de se consacrer pendant 10 ans à l'enseignement, étaient exempts du service militaire. Les élèves avaient la faculté de contracter cet engagement pendant qu'ils étaient à l'Ecole, mais quand venait le moment de quitter celle-ci, les embarras commençaient. Pour remplir l'engagement il fallait exercer dans une école communale. Jusqu'en 1850 tout alla bien, car un décret de 1842 avait institué la création d'emploi d'instituteurs-adjoints dans les écoles libres de plus de 80 élèves. La loi de 1850 transporta dans les écoles publiques la catégorie d'adjoints. L'ordonnance du 31 décembre 1853 obligea les instituteurs à faire un stage de 3 ans comme adjoints dans une école. « Nul, dit le décret, n'est nommé instituteur communal définitivement s'il n'a dirigé pendant 3 ans au moins une école en qualité d'instituteur suppléant, ou s'il n'a exercé pendant 3 ans, à partir de sa vingt et unième année, les fonctions d'instituteur-adjoint. »

Ce décret causait des difficultés à l'élève-maître. Il lui restait la ressource des places d'instituteur-adjoint dans les écoles communales, mais ces postes étaient fort rares pour les protestants, soit parce qu'ils avaient peu d'écoles communales, soit parce que celles qui existaient contenaient trop peu d'enfants pour qu'il fût nécessaire de donner un aide à l'instituteur en titre. Que pouvait faire le jeune maître ?

Si, au contraire, l'élève sortait de l'Ecole avant d'avoir tiré au sort, il se plaçait comme instituteur-adjoint dans une école communale ; il était alors tranquille. Mais ces places, avons-nous dit, étaient peu nombreuses et ne remplissaient pas les conditions exigées par l'engagement décennal et par suite le

maître était appelé sous les drapeaux, à moins de se faire exempter ou remplacer.

En 1864, à l'assemblée annuelle de la Société, Gauthey lut son dix-huitième et dernier rapport. Il donnait sa démission de directeur. Il se sentait vieillir, surtout après la maladie grave qui l'avait atteint. Ce fut un grand déchirement pour ce chrétien, pour ce pédagogue distingué. Son intention était d'habiter près de l'Ecole afin de pouvoir aider par ses conseils celui qui devait lui succéder. Il séjourna quelque temps à Beuzeval, mais ces quelques semaines passées au bord de la mer lui furent plutôt défavorables. La mort de Madame Gauthey le brisa. Il déclina rapidement. Le 10 novembre 1864 il expirait à l'âge de 70 ans. Ses dernières paroles furent : « Regardez aux choses qui sont en haut ».

Gauthey eut une grande influence sur ses élèves et s'en fit aimer. Il savait tenir compte de la différence des natures et se mettre à la portée de chacun. Il créa une génération d'instituteurs généralement pieux, capables et qui portaient l'empreinte de l'éducation qu'ils avaient reçue. Esprit clair et précis, avec une répulsion naturelle pour tout ce qui sentait le vague, il avait une admirable facilité de travail et possédait des connaissances étendues. D'une bonté, d'une candeur, d'une ouverture de cœur admirables, il marqua d'un sceau ineffaçable ceux qui furent sous sa direction.

Il eut à lutter avec certains membres du Comité qui ne le comprirent pas toujours et qui en firent une espèce de rêveur. Quelques pasteurs ne voyaient dans l'instituteur uniquement qu'un donneur de leçons. Gauthey voulut en faire un homme au vrai sens du mot, un chrétien qui ait le sentiment de sa dignité et de son indépendance.

D'une piété forte et communicative, il inspirait à tous un respect instinctif, en même temps qu'une grande confiance. Il ne se confina pas dans sa tâche de directeur. Président des cours gradués pour demoiselles protestantes, il s'en occupa avec soin et y donna des leçons. Il publia les deux premiers volumes de son ouvrage sur l'*Education* (1856), puis *De la vie dans les études ; Le délassement après le travail ; Essai sur les Ecoles du dimanche ; Méditations simples et pratiques sur l'Épître de Saint-Paul aux Ephésiens ; L'année évangélique* (1864). La mort l'empêcha de terminer son troisième volume sur l'*Education*, dont il ne reste que des notes.

Tel fut Gauthey. Nous étudierons plus loin ses méthodes et sa pédagogie.

CHAPITRE III.

L'Ecole sous Gaudard (1864-1886.)

Charles Gaudard, à la mort de Gauthey, lui succéda. Né en 1826, le 26 novembre à Bex (Suisse), fils de régent, il fit ses études à Lausanne où il prit tous ses grades jusqu'à la licence en théologie. Il voyagea une année entière (1850) en Italie, comme précepteur dans une famille hollandaise. En 1852, il fut nommé sous-directeur à Courbevoie et directeur en 1864. Il avait épousé, en 1855, la fille de Gauthey. Pendant les 12 ans qu'il passa auprès de cet homme éminent, il se forma et put ensuite continuer les fortes traditions pédagogiques et religieuses de son prédécesseur. Un ancien élève, M. Amey, bachelier en sciences, fut appelé comme sous-directeur. Mathématicien de valeur, il sut donner à son enseignement la clarté et la solidité qu'exigeait Gauthey. Il affectionnait particulièrement ceux que les mathématiques intéressaient. Il publia un *Manuel d'arithmétique*. M. Amey fut sous-directeur pendant 20 ans, jusqu'en 1884. A cette époque il tomba malade et quitta Courbevoie pour aller se fixer à Alger. Il eut une grande influence sur les élèves auxquels il inculqua des principes de régularité et d'exactitude, indispensables à l'instituteur, en même temps que la précision du jugement et de la pensée.

En même temps qu'Amey, furent appelés comme professeurs : Cazes d'Aix pour le dessin, Lescurre pour la musique, Luckow pour la prononciation et l'écriture. Il y eut divers changements, quant au per-

sonnel enseignant, sous la direction de Gaudard. Nous citerons simplement les noms des professeurs ; Surleau, 1869 ; Chouillet, maître-adjoint, 1873 ; Gerlaise, professeur d'écriture et de comptabilité, 1874 ; Talabart, maître-adjoint, 1877 ; Fuhmann, professeur d'orgue, 1877 ; Marguerat, professeur de sciences naturelles ; Aubouin remplaça Talabart en 1879 ; Passy, professeur d'anglais, remplacé par Price en 1882 ; Girard, étudiant en théologie de la Faculté de Paris, professeur d'histoire ancienne ; Stepenski, professeur de sciences, 1881 ; Jaulmes, maître-adjoint 1881 ; Mondain, professeur de dessin, 1881 ; Varnery, professeur d'histoire générale et de littérature française, 1884 ; Nardin et Talabart, 1885 ; Sehé, professeur de gymnastique, fut remplacé par un sergent de la caserne de Courbevoie.

L'Ecole était en pleine prospérité quand éclata la guerre de 1870-71. Dès le commencement des hostilités, la direction eut l'idée d'en faire une ambulance ; un professeur à la Faculté de Médecine, Denonvilliers et le docteur Bouchy, de Courbevoie, promirent leur concours. La Société internationale de secours aux blessés prit l'Ecole sous sa protection. On pouvait recevoir de 40 à 50 blessés. Tout était disposé à cet effet, lorsque le Gouvernement militaire donna l'ordre aux habitants de la banlieue de rentrer à Paris. L'Ecole fut licenciée ; 3 élèves seulement restèrent avec Gaudard : MM. Baneau, Bach et Metzger. Ils demeurèrent quelque temps dans l'Etablissement pour le protéger contre les rôdeurs qui circulaient dans la banlieue déserte. Mais le séjour à Courbevoie étant devenu impossible, MM. Baneau et Bach s'engagèrent dans le service des ambulances, à Chaptal. Le troisième élève s'enrôla et prit part à toutes les batailles qui furent livrées autour de Paris. Malgré ce contre-temps,

ces trois jeunes gens passèrent leurs examens en octobre 1871 avec de bonnes notes.

Lorsque l'armistice fut signé, le directeur revint avec ses trois élèves ; l'état de la propriété était pitoyable. Elle avait été occupée successivement par les zouaves, les mobiles, les mobilisés, les compagnies de marche, puis par 80 Prussiens qui avaient achevé de tout dévaster. Les pertes étaient estimées à 10.000 francs. On commençait les premières réparations quand éclata la guerre civile. Pendant près de trois semaines on se battit à Courbevoie et dans les environs ; les projectiles pleuvaient et éclataient un peu partout. Le directeur et ses élèves manquaient de vivres. A la suite d'un violent combat près de l'Ecole, ils se réfugièrent à Saint-Germain, chez le docteur Gauthey, et un peu plus tard ils partirent pour la Normandie où était la famille de Gaudard et y restèrent jusqu'à la fin de la guerre.

Pendant ses loisirs, Gaudard alla en Angleterre sur le conseil de Guizot et de quelques membres du Comité pour collecter en faveur de l'Ecole. Il revint à Courbevoie dans les premiers jours de juillet 1871 avec ses trois élèves.

Les réparations nécessaires furent terminées en août, et à la mi-septembre l'Ecole ouvrit de nouveau ses portes, après un congé de quinze mois. On doit rendre un juste hommage aux élèves et aux instituteurs sortis de l'Ecole de Courbevoie. La plupart se rendirent utiles, soit en prenant part à l'action, soit en servant comme infirmiers dans les hôpitaux.

Au début de la guerre l'Ecole comptait 23 élèves ; 9 étaient attendus. Lorsque la paix fut rétablie, Gaudard rechercha ses élèves. Il lança des circulaires pour annoncer la reprise des cours. Mais la plupart des normadiens avaient passé leurs examens en province ; 4

avaient quitté la carrière de l'enseignement, un était entré à Montauban.

Neuf anciens revinrent. Le chiffre approximatif des rentrées devait être, disait-on, de 12 ou 15. Il y eut 20 nouveaux. Les demandes affluèrent. Deux jeunes noirs du Sénégal furent admis comme externes sur la demande de la maison des Missions.

Donc, en 1872 l'Ecole était reconstituée, mais il fallut deux ans pour qu'elle reprit le roulement ordinaire des élèves et des examens. Il y eut, à la rentrée des cours, une seule classe au lieu de trois ; la deuxième classe fut formée en 1872 et la troisième en 1873.

La période qui suivit 1870 fut encore une période brillante. En 1877, l'Etat, toujours bienveillant, augmenta le nombre des bourses qui passa de huit à quatorze. En 1880, le ministre de l'Instruction publique accorda une subvention pour l'enseignement des sciences naturelles, ce qui permit d'avoir un professeur-spécial et un petit laboratoire. Les rapports des Inspecteurs étaient toujours favorables. L'un d'eux disait, en 1869, qu'il avait souvent eu l'occasion de suivre dans leur carrière les instituteurs sortis de Courbevoie. Il les avait trouvés animés d'un bon esprit et faisant preuve d'aptitude.

En 1866 une circulaire ministérielle attirait l'attention des directeurs d'Ecoles normales sur l'importance des travaux horticoles ; il fallut aménager le jardin pour que les élèves pussent se livrer à certains travaux de culture. En 1868 le brevet de capacité, divisé en deux parties par une loi antérieure, fut transformé. La géographie et l'histoire qui étaient facultatives devinrent obligatoires en 1876. Les sujets de composition française, au lieu d'être choisis dans l'histoire sainte et la pédagogie, furent pris dans l'histoire générale. Il

était impossible à l'Ecole de donner aux branches facultatives l'importance qu'on leur donnait dans les Ecoles de l'Etat. On y remédia en envoyant les élèves une fois par semaine aux cours de physique et de chimie de l'Association philotechnique et aux conférences d'hiver. On leur faisait faire ensuite des compositions écrites. Le brevet, de 1867 à 1883, fut remanié plusieurs fois, ce qui causa quelques perturbations dans la marche des cours. Il fallait tout le temps se tenir au courant des programmes pour pouvoir préparer des candidats éprouvés. Le brevet obligatoire, c'est-à-dire la première partie, imposait des études assez étendues en histoire, en géographie, en arithmétique et en langue française. Le brevet supérieur était divisé en quatre séries : dessin linéaire et mathématiques ; histoire universelle et sciences naturelles ; dessin d'ornement et d'imitation ; langues étrangères. Les élèves préparaient la première partie puis quelques séries de la seconde.

Par le décret du 22 janvier 1871 tout fut remanié. Le niveau du brevet simple fut abaissé et au brevet supérieur on ajouta de nouvelles matières, entre autres l'histoire de la littérature française. Le 4 janvier 1881 la division en séries fut supprimée ; l'examen complet dut se faire dans la même session.

L'Ecole s'efforça constamment de se tenir à la hauteur de sa tâche et de mettre son enseignement au niveau de celui des Ecoles de l'Etat. On réorganisa les conditions d'admission et la date de rentrée. Le cycle des études qui était sous Gauthey de deux ans, fut de trois ans, à partir de 1868. Il y avait jusqu'alors deux rentrées, une en avril, l'autre en octobre. Désormais il n'y en eut plus qu'une, fixée vers le 15 août. Les cours duraient trois ans, mais on pouvait passer les examens au bout de deux ans et demi, avec la faculté

de prolonger jusqu'à la fin des trois ans. Ce système commença en 1872. On accrut également la difficulté du concours d'admission.

Les élèves qui avaient fini en mars restaient généralement jusqu'en août et travaillaient leur brevet supérieur. Il le fallait ; car à partir de 1872, il fut règle dans les écoles de Paris de ne plus admettre comme adjoints que des instituteurs possédant le brevet supérieur. Cette mesure s'étendit bientôt partout.

Le nombre des élèves, à partir de 1864, augmenta dans d'assez fortes proportions, de 32 ; à la mort de Gauthey, il était de 40 en 1875, de 43 en 1877, et ce nombre se maintint, à quelques unités près, jusqu'en 1886, c'est-à-dire jusqu'à la fermeture de l'Ecole. A partir de 1876 ce fut la deuxième génération qui entra à l'Ecole ; la plupart des jeunes gens étaient les fils des premiers élèves.

Il y eut affluence de demandes d'admission. En 1875, il y avait 40 candidats pour 12 places ; en 1876, 28 pour 5 places ; en 1877, 50 demandes ; en 1878, 69 ; en 1879, 55 ; en 1881, 43. Puis ces chiffres s'abaissèrent ; il n'y eut que 13 demandes d'admission en 1885.

Pourquoi cette baisse ? C'est ce que nous allons voir en étudiant les causes de la fermeture de l'Ecole survenue en 1886.

CHAPITRE IV.

Fin de l'Ecole. — Lutte inutile contre les Ecoles d'Etat. — Les Lois de l'Enseignement primaire. — (1882-1886.)

Malgré l'existence brillante de l'Ecole normale, son avenir fut plusieurs fois menacé par le manque de ressources suffisantes. Déjà, en 1843, Gauthey se demandait avec anxiété si l'Ecole aurait un avenir. Le Comité des Dames décida alors que désormais le produit de la vente annuelle servirait à l'entretien de Courbevoie. Grâce à cette résolution, à quelques dons anonymes, aux bourses accordées par l'Etat et à l'allocation octroyée au directeur, l'Ecole se maintint.

Après la guerre, le Comité se demanda s'il ouvrirait de nouveau l'Ecole normale. Aurait-on les ressources suffisantes ? Ne pourrait-on pas envoyer nos élèves protestants aux Ecoles normales de l'Etat ? Mais il fallait, pour former nos instituteurs, posséder un enseignement protestant. L'Ecole rouvrit ses portes.

Une grave question était celle du recrutement militaire. Nous l'avons déjà étudiée en partie. Il arrivait souvent que l'élève-maître atteignait ses vingt ans sans avoir trouvé de poste dans l'enseignement public. Il fallait alors, au moment du tirage au sort, que le directeur de l'Ecole courût de ministère en ministère pour obtenir un délai. Il se produisait ce fait curieux qu'il y avait des écoles sans instituteurs et des instituteurs sans postes. Gaudard, en 1886, disait que, pour remédier à cela, il faudrait tâcher d'obtenir que les Ecoles consistoriales fussent classées dans la caté-

gorie des écoles publiques ; obtenir un délai d'un an pour le conscrit, et abaisser à 19 ans l'âge légal pour diriger une école communale.

Un seul de ces projets eut un commencement d'exécution. En 1867, le gouvernement permit que quelques écoles consistoriales fussent regardées comme publiques ; mais cette mesure ne se généralisa pas. Un certain nombre d'élèves payaient les 2,500 francs réglementaires pour obtenir un remplaçant.

La loi militaire du premier Avril 1876 fut favorable à l'Ecole. Elle stipulait que l'engagement décennal pouvait être contracté tant par les instituteurs que par les adjoints, dans les écoles mentionnées à l'article 78 de la loi de 1850. Ces écoles étaient celles qui tenaient lieu d'écoles publiques ou qui recevaient une subvention de la commune, du département ou de l'Etat. En 1868 les difficultés surgirent de nouveau. La loi du 27 juillet 1872 apportait un changement qui fut bien accueilli par les normaliens. L'article 20 accordait la dispense du service militaire aux directeurs, maîtres-adjoints, élèves-maîtres des écoles fondées ou entretenues par des associations laïques vouées à l'enseignement et reconnues d'utilité publique, à condition de servir 10 ans dans un des établissements d'éducation laïque ou religieuse, et que cet établissement existât depuis 5 ans et renfermât 30 élèves au moins. D'après cette loi, semblait-il, les Courbevoisiens étaient exempts du service militaire. Il n'en fut pas ainsi ; l'article 20 ne fut pas admis par le Conseil d'Etat. De plus, les Ecoles que subventionnait la Société d'encouragement ne répondaient pas à la dénomination « fondées ou entretenues par des associations laïques ».

La loi qui porta le coup le plus rude à l'Ecole, au sujet du recrutement militaire, fut le décret du Sénat

du 18 février 1886 qui ordonna « qu'en attendant une nouvelle loi militaire, et sous la réserve de certaines dispositions transitoires, l'engagement décennal ne pouvait être réalisé que dans les Ecoles publiques ». Il s'en suivait qu'il n'était plus possible de contracter l'engagement décennal à Courbevoie, et de réaliser cet engagement dans nos écoles primaires libres. L'Ecole perdait donc un de ses privilèges les plus importants. Ces diverses lois militaires furent une des principales causes de sa fermeture.

En outre elle subit les contre-coups des nombreuses lois qui, de 1880 à 1886, bouleversèrent l'enseignement primaire et lui donnèrent une vigoureuse impulsion en même temps qu'une solide organisation. Une cause qui hâta son déclin fut la concurrence des Ecoles normales de l'Etat. Nous avons vu que celles-ci étaient en 1848-50 l'objet de suspicion. En 1832, Guizot leur avait donné un règlement qui resta leur charte. Elles étaient à la fois départementales et nationales. L'âge de rentrée était de 16 ans ; il fallait passer un examen préalable analogue à celui de notre Ecole et fournir un certificat de bonne conduite. La loi de 1850 leur laissa la vie mais en les amoindissant et en les plaçant sous la direction du Conseil général et du ministre. Le programme fut réduit, l'examen d'entrée supprimé, l'âge fixé à 18 ans ; les candidats furent choisis sur une liste dressée par le conseil de surveillance. C'était, dit le *Dictionnaire pédagogique de F. Buisson*, une sorte de couvent laïque ; on récitait la prière le matin et le soir, on allait aux offices et on lisait les livres pieux. En 1861, Rouland, ministre de l'Instruction publique, travailla à relever les Ecoles normales de l'Etat. Il augmenta le nombre des professeurs ; en 1862 il accorda 100 francs à tout élève sortant. Avec Duruy, il se produisit un revirement dans

l'attitude du gouvernement. Le décret du 2 juillet 1866 releva le niveau des études et augmenta le traitement du directeur. Les conférences pédagogiques, instituées en 1865, furent transformées en cours de pédagogie. L'âge d'entrée fut fixé de nouveau à 16 ans ; le concours d'admission fut rétabli. En 1868 une classe spéciale fut créée auprès de l'Ecole normale pour permettre aux fils d'instituteurs de se vouer à l'enseignement. En 1869, Jules Ferry augmenta encore le nombre des professeurs, fixa à 200 francs l'indemnité des élèves sortants et créa des bourses de voyage. Le 22 juillet 1881, les programmes furent élargis et une plus grande liberté de conscience fut accordée aux élèves.

L'Ecole de Courbevoie lutta péniblement pour avoir une organisation analogue à celle des Ecoles de l'Etat. En 1880, l'Ecole normale d'Auteuil fut créée et dès lors fit une rude concurrence à celle de Courbevoie qui, jusqu'alors, avait été la seule de ce genre à Paris.

Qu'était son budget à côté de celui des autres ? Qu'allait-elle devenir à côté de la puissante organisation qui s'agrandissait et se perfectionnait de jour en jour ? Le Comité de la Société d'encouragement fit beaucoup pour mettre son Ecole sur le même pied que celle d'Auteuil, et certes, si l'enseignement spécial ne fut pas aussi développé, l'enseignement général était aussi bon, appuyé sur de solides bases. Mais les élèves des Ecoles de l'Etat étaient à l'abri du recrutement militaire, tandis que ceux de Courbevoie ne l'étaient plus.

La loi du 16 juin, établissant la gratuité de l'enseignement primaire, s'étendit aux Ecoles normales. Ce fut pour Courbevoie la cause d'une diminution notable dans le nombre des demandes d'admission. Tant que les conditions d'entrée à l'Ecole de Courbevoie étaient

les mêmes que celles des Ecoles du gouvernement, il y avait avantage à envoyer les protestants à l'Ecole protestante ; mais la gratuité étant accordée aux Ecoles de l'Etat, et Courbevoie ne pouvant accorder le même avantage à ses élèves, le nombre des demandes d'admission diminua ; non seulement le nombre, mais aussi la qualité, les Ecoles de l'Etat enlevant, dit Gaudard, le meilleur. Cette année là (1881), trois candidats s'étaient présentés à la fois à Courbevoie et dans une Ecole départementale. Ayant été admissibles aux deux, ils préférèrent aller dans la seconde.

De tout temps, l'Ecole eut de la difficulté à placer ses instituteurs. Nos écoles communales étaient trop peu nombreuses, la plupart ne dispensaient pas, nous l'avons vu, du service militaire. En outre, à partir de 1870, l'administration départementale préféra, à nos instituteurs, les élèves sortis de son Ecole. En 1876, Gaudard cite le cas d'un ancien élève de Courbevoie, ayant 15 ans d'expérience, qui sollicitait un poste dans une école primaire du département où il résidait depuis plusieurs années comme instituteur libre. Les habitants de la localité le demandaient, le consistoire le proposait ; la question demeura en suspens pendant trois ans, parce que l'autorité préférait nommer à ce poste un jeune homme sorti de son Ecole normale. Notre instituteur ne put obtenir ce poste.

La loi la plus néfaste à Courbevoie fut celle du 28 mars 1882 qui décréta la laïcisation de l'enseignement primaire. Cette question de la laïcisation de l'école s'imposa à l'opinion publique dès 1871. L'instruction obligatoire légale devait-elle être essentiellement laïque ou essentiellement religieuse. « Le devoir de l'Etat, disait Guizot, en 1872, est de rester neutre, puisqu'il n'a ni la mission, ni le droit d'enseigner et d'appeler les ministres de la religion (prêtres et pasteurs) à l'en-

seignement de celle-ci, non seulement dans les écoles qui leur appartiennent, mais dans les écoles publiques. C'est ainsi qu'il prouverait à la religion le respect qu'il lui porte et l'importance qu'il attache à son influence. C'est ainsi que l'éducation nationale sera religieuse sans cesser d'être libre ».

Dès cette époque, l'idée de l'école laïque se fit jour, et peu à peu elle se développa pour arriver à son plein épanouissement en 1882. « Beaucoup, disait Gaudard, en 1871, veulent que l'école se désintéresse absolument de toutes les questions religieuses, se borne à donner des connaissances scientifiques et abandonne à l'Eglise le soin de son éducation religieuse. A chacun son domaine ». Gaudard ajoutait, avec raison, qu'il lui semblait impossible que l'on pût scinder en deux parties distinctes l'éducation de l'enfant; l'instituteur ne pouvait être et ne devait pas être une simple machine à enseigner, il lui était difficile d'observer une neutralité absolue. La laïcisation porta un coup terrible à notre enseignement protestant qui disparut presque complètement. La religion cessa d'être comprise dans les programmes. Sur 393 paroisses, 353 écoles subirent la laïcisation. Il resta environ 140 à 160 écoles libres protestantes. Parmi les écoles publiques, 40 tolérèrent encore quelque temps l'enseignement religieux; enfin 87 paroisses trouvèrent des ressources suffisantes pour conserver leurs écoles.

Le placement des instituteurs sortis de Courbevoie, déjà si difficile, le devint encore plus. Les postes, à la campagne, étaient très rares, sauf dans quelques localités où la majorité des habitants était protestante. Mais le cas était tout à fait exceptionnel. Durant les années 1881-82, Paris absorba la plus grande partie de nos élèves-maîtres, mais le vide produit par le renvoi des congréganistes fut vite comblé; le nombre des

écoles libres, d'autre part, diminua sensiblement. Enfin les écoles communales protestantes de Paris, où se déversaient nos instituteurs, furent laïcisées et l'administration leur enleva leur caractère confessionnel en y introduisant des adjoints catholiques. Ce fut une règle suivie systématiquement, de sorte que nos instituteurs ne purent plus y entrer.

Mais le cas n'était pas particulier aux écoles de la ville de Paris. Le pasteur de Villefagnan (Charente) citait l'exemple d'un jeune instituteur protestant qui désirait exercer dans une école du département de la Loire-Inférieure. L'inspecteur, à qui il s'était adressé, lui fit, le 30 mars 1885, cette réponse :

« Votre demande est classée depuis novembre dernier, malheureusement les communes, très rares d'ailleurs, où se produisent des vacances, demandent toutes des maîtres appartenant au culte catholique, il m'est donc impossible de vous faire espérer un poste dans la Loire-Inférieure. » Le jeune homme dû, pour vivre, se placer dans une ferme du Poitou.

L'Ecole de Courbevoie subissait crises sur crises. En 1884, nouvelle épreuve. L'Etat supprime les 3.800 francs d'allocation annuelle ; les 14 bourses sont également supprimées ; 7 en juillet 1884, les 7 autres en 1885. Aussi Vernes pouvait-il dire déjà en 1882. « Il ne peut plus être question de former des instituteurs exclusivement pour nos écoles protestantes ; nos élèves-maîtres devront occuper les postes de l'Etat, s'il le veut bien. » Les normaliens ne furent plus obligés, par la Société, d'entrer dans les écoles protestantes et les maîtres qui sortirent en 1884 se placèrent dans les écoles laïques. L'Ecole ne comprit plus, en 1885, que 22 élèves et 12 en 1886. Qu'allait faire le Comité de la Société d'encouragement en face de cette situation ? Quelle devait être son attitude ?

Devait-il continuer à entretenir une Ecole dont les élèves iraient dans les écoles laïques pratiquer la neutralité confessionnelle ? Etais-ce bien employer les fonds qu'on lui confiait ?

Il comprit autrement sa tâche. Il voulut avant tout former des maîtres protestants pour nos écoles libres confessionnelles. Mais le brevet supérieur était-il nécessaire pour enseigner dans nos écoles primaires ? En 1886, il décida la suppression des études du brevet supérieur et conserva seulement le programme du brevet simple. Le 15 avril 1886, une circulaire envoyée dans toutes les paroisses de France annonçait cette décision aux pasteurs. « Le brevet supérieur, disait cette communication, est nécessaire pour quiconque veut suivre la carrière d'instituteur communal ; mais ce grade n'a pas le même caractère pour les élèves-maîtres auxquels sont confiées nos écoles libres. Voulant, en conséquence, mieux approprier à cette destination particulière le programme de notre Ecole normale, le Comité vient de décider que ce programme sera limité désormais à la préparation des élèves au brevet simple, mais qu'il aura en même temps pour principal objet cette forte éducation morale et religieuse que nos Ecoles normales protestantes ont toujours donnée à leurs élèves-maîtres ». — « C'est, disait-elle encore, pour donner des instituteurs aux écoles libres confessionnelles protestantes et non pour les voir pratiquer la neutralité religieuse dans les écoles communales laïcisées, que notre Société fait appel aux souscriptions généreuses des fidèles ».

Cette suppression du brevet supérieur fut, à notre avis, une erreur de la part du Comité, parce qu'elle rendait l'Ecole de Courbevoie inférieure aux Ecoles normales de l'Etat, et que nos instituteurs allaient être moins instruits que leurs collè-

gues. Mais le Comité fut inflexible et persista dans sa résolution. La durée des études fut fixée à 2 ans, le nombre des élèves à 24, répartis en deux divisions à partir de 1885.

L'arrêté du 30 décembre 1884, applicable en 1886, modifia encore les conditions de l'examen du brevet simple et les rapprochait de celles exigées pour le brevet supérieur. Il fut divisé en trois séries, comme il l'est encore aujourd'hui. Au programme officiel l'Ecole ajouta l'enseignement de la religion, de l'histoire générale, de la pédagogie, de l'orgue, du calcul algébrique, de la géométrie, de l'arpentage, de la littérature et de la rhétorique.

C'était encore une erreur, car ce programme n'était pas celui des Ecoles normales de l'Etat. Le but pour suivi dès lors par la Société d'encouragement fut de former des instituteurs pour subvenir aux besoins bien démontrés des écoles libres protestantes. « Ce n'est, dit Ch. Robert en 1886, ni pour les écoles laïques de la ville de Paris ou pour les mêmes écoles de province, ni pour le commerce ou pour l'industrie que nous préparons à grands frais des élèves-maitres dans nos Ecoles normales, mais pour nos écoles confessionnelles ».

Cette décision attira de vifs reproches au Comité de la part de certaines personnalités protestantes. On l'accusa de ne pas vouloir former des instituteurs protestants aussi instruits et aussi nombreux que possible, sans s'inquiéter de savoir dans quelle école, publique ou autre, ils iraient porter l'esprit protestant qui est une lumière et un levain. Le journal *La Renaissance*, dans son article du 8 mai 1885, reprochait au Comité de renoncer à former des instituteurs protestants pour les écoles communales. *Le Témoignage* du 6 juin 1885 demandait que nos Ecoles normales

fussent agrandies parce que le protestantisme pouvait et devait concourir au recrutement de ce corps enseignant qui tenait dans ses mains l'avenir du pays. De plus ceux qui, parmi nos corréligionnaires, s'étaient désintéressés jusqu'alors des Ecoles religieuses, prétendaient qu'il fallait profiter de la loi pour placer dans les écoles laïques le plus grand nombre possible d'instituteurs chrétiens formés dans nos Ecoles.

Tout cela était bon en théorie, mais la pratique en était difficile. Le Comité comprit qu'il ne pouvait tenter l'impossible. « Dussent, dit le rapport de 1886, les élèves-maîtres voir s'ouvrir devant eux les Ecoles laïques, et y apporter d'une façon victorieuse, cet esprit protestant dont on exalte avec raison la puissance, notre opinion négative, commandée par la force des choses, ne se modifierait pas » :

En effet, la Société d'encouragement ne pouvait plus désormais former pour l'Etat des instituteurs qu'il dédaignait, qu'il refusait parfois, qu'il s'efforçait de convertir à sa propre doctrine philosophique, ou qu'il ne protégeait que médiocrement contre le zèle d'un curé puissant. Elle rejeta, avec raison, toute idée de former des instituteurs pour l'Etat. Ceux qui voulaient entrer dans l'enseignement public avaient tout avantage à aller aux Ecoles normales d'Etat gratuites, car les années passées dans ces établissements compaient pour l'engagement décennal et pour l'avancement. En outre, la question de la retraite allait être posée et apporter un avantage de plus aux instituteurs communaux. D'ailleurs, les écoles protestantes étaient réduites à un si petit nombre que les écoles de Mens et de Glay pouvaient suffire largement à les pourvoir de maîtres.

Les cours furent suspendus à Courbevoie, pour un an, en juillet 1886, afin de permettre au Comité d'étu-

dier ce qu'il fallait faire, Le 23 janvier 1887, Gaudard mourait après une longue et cruelle maladie. Aussi longtemps qu'il le put, il réunit ses élèves autour de son lit pour continuer ses leçons. « Il continua, dit Charles Defodon, (1) les fortes traditions pédagogiques et religieuses de son prédécesseur, et on lui doit, en grande partie, les succès obtenus par l'Ecole normale qui a donné aux communautés protestantes tant de bons maîtres et plusieurs pasteurs. M. Gaudard avait le don de l'enseignement, il comprenait ses élèves, il les formait au meilleur sens du mot et demeurait leur ami, toujours disposé à les suivre dans leur carrière et à leur prêter le secours de son expérience ».

L'Ecole, fermée temporairement, ne devait plus ouvrir ses portes. On espéra longtemps qu'elle le pourrait. En 1888, le pasteur Labeille disait dans son rapport qu'elle s'ouvrirait de nouveau dès que le temps, les circonstances et l'argent le permettraient.

Pendant plusieurs années, le Comité étudia la question du maintien ou de la suppression de l'Ecole. Son utilité avait été incontestable et incontestée. Cette utilité existait-elle en 1888 ? « Lorsque nous avons des écoles protestantes, disait, en 1889, le baron Morin de Malsabrier, il était de notre devoir de former des instituteurs capables et de premier ordre. Mais maintenant nos élèves sont relégués au second plan ». L'Ecole avait perdu sa raison d'être, « car, dit encore Morin de Malsabrier, on ne peut lutter contre la force des choses. Nous ne pouvons, alors que nous avons tant d'autres emplois à faire de notre argent, continuer à consacrer une portion notable de ces ressources à une institution dont le but a presque entièrement disparu »

(1) Art. nécrologique. *Manuel général de l'instruction primaire*, février 1887.

L'Ecole fut définitivement fermée. Son mobilier fut vendu. La propriété resta abandonnée pendant plusieurs années ; elle coûtait beaucoup à la Société qui avait à payer de fortes impositions.

En 1891, le Comité fit aménager plusieurs pavillons et quelques logements qu'elle loua. Ces locaux ont toujours été occupés depuis. Jusqu'à ce jour l'ancien réfectoire a servi de lieu de réunion pour les écoles du dimanche et du jeudi ; ces écoles appartiennent à l'Eglise luthérienne de Courbevoie.

Telle est l'histoire de cette Ecole qui fut certainement, avec Dieulefit et Montbéliard, la plus brillante de nos institutions normales.

RÈGLEMENT DE L'ÉCOLE NORMALE

DE COURBEVOIE

CHAPITRE I^{er}

DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

Art. 1. — Une commission de cinq membres nommés pour deux ans par le Comité d'administration de la Société d'encouragement est chargée de la surveillance de l'Ecole normale de Courbevoie. Les membres de la commission sont rééligibles. Il est procédé chaque année à un renouvellement partiel. A l'expiration de la première année à compter des nominations faites en outre du présent règlement, deux membres sortants seront désignés par voie du sort.

La Commission désigne son président.

Le directeur assiste aux délibérations de la Commission avec voix consultative, hors les cas où elle a à statuer sur des questions qui intéressent sa gestion.

Art. 2. — La Commission de surveillance est chargée :

1^o De proposer au Comité, sur l'avis du Directeur, les modifications que pourrait comporter le présent règlement en ce qui concerne les matières et le plan d'études.

2^o De veiller à la bonne gestion de la maison et au maintien de la discipline.

3^o De préparer la liste des candidats à l'Ecole dont elle aura reconnu l'aptitude.

4^o De désigner, à la fin de la première et de la deuxième année, les élèves qui sont admis aux cours de l'année supérieure.

5^o D'autoriser, après constatation de leur degré d'instruction, la présentation des élèves aux examens du brevet.

6^o De dresser chaque année le budget détaillé des recettes de l'Ecole et de vérifier les comptes.

7^o De présenter au Comité, chaque année, avec ses observations relatives à l'état et au personnel de l'Ecole, un rapport général du Directeur sur la gestion morale et matérielle de l'établissement et sur tout ce qui concerne les élèves et la discipline.

Art. 3. — La Commission se réunit au moins une fois par mois, le premier lundi de chaque mois ; à chaque séance, elle désigne un de ses membres pour visiter l'Ecole dans le courant du mois suivant.

La présence de trois membres au moins est nécessaire pour délibérer. La Commission siège au moins une fois tous les trois mois à l'Ecole. Toute absence d'un membre de la Commission doit être motivée par lettre et constatée au procès-verbal de la séance avec indication de la cause qui la justifie.

Après trois absences consécutives non justifiées, le membre absent est réputé démissionnaire.

Art. 4. — Le directeur devra toujours tenir à la disposition de la Commission de surveillance ou de son délégué :

1^o Un registre où seront consignées des notes mensuelles sur la conduite et le travail des élèves-maîtres.

2^o Un registre détaillé des dépenses de l'Ecole.

CHAPITRE II

DE LA DIRECTION

Art. 5. — Le Directeur, le sous-directeur et les maîtres-adjoints internes, dont le concours est jugé nécessaire, sont nommés par le Comité, sur l'avis de la Commission de surveillance.

Les maîtres externes sont proposés par le Directeur et agréés par la Commission de surveillance.

Art. 6. — Le Directeur est chargé de la principale partie de l'enseignement.

Art. 7. — Il dirige l'Ecole sous le contrôle de la Commission de surveillance de laquelle il doit toujours réclamer l'autorisation pour toute dérogation au règlement ou au plan d'études et pour toutes mesure imprévue.

Art. 8. — Le Directeur doit tout son temps à l'Ecole, il lui est absolument interdit de se livrer accessoirement en dehors de l'Etablissement à une occupation habituelle ou fonction quelconque.

Art. 9. — Autant que possible, le Directeur prend avec les élèves maîtres, dans le réfectoire commun, le premier et le second déjeuner.

Art. 10. — Le Directeur réside dans l'Ecole et y est logé gratuitement.

Art. 11. — Le Directeur a droit, pour lui et sa famille, à la nourriture, au chauffage, à l'éclairage et au blanchissage. Il reçoit, en outre, un traitement annuel de 3000 fr.

Art. 12. — Le sous-directeur réside dans l'Ecole. Il est nourri à la table commune.

CHAPITRE III

DE LA DISCIPLINE

Art 13. — La journée commence et finit par le Culte domestique qui est fait par le directeur.

Art. 14. — Il n'y a d'autres jours fériés que le dimanche, l'après-midi du jeudi et les jours de grandes fêtes consacrées par l'usage.

Art. 15. — Les élèves sont conduits à la promenade les jours fériés par le Directeur ou, à son défaut, par le sous-directeur.

Art. 16. — Toute sortie particulière est expressément défendue, à moins de circonstances exceptionnelles dont le Directeur est juge, mais dont il doit rendre compte à la Commission de surveillance à la plus prochaine réunion.

Art. 17. — Il y a chaque année un mois de vacances, du 15 juillet au 20 août. Il est accordé, en outre, huit jours de congé à Noël et à Pâques.

Art. 18. — Les élèves sont chargés des soins de propreté dans l'intérieur de l'Ecole et de la culture du jardin.

CHAPITRE IV

DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 19. — L'enseignement dans l'Ecole normale primaire de Courbevoie comprend ⁽¹⁾ :

L'Instruction morale et religieuse ;

La pédagogie ;

La lecture, la récitation, l'écriture, la langue française ;

L'arithmétique, le calcul algébrique, la géométrie plane et l'arpentage ;

(1) Ce programme a subi plusieurs fois d'importantes modifications provenant des modifications du programme des examens de capacité.

Les éléments de l'histoire et de la géographie générale, et particulièrement l'histoire et la géographie de la France ;

Les notions des sciences physiques et naturelles, applicables aux usages de la vie ;

La tenue des livres ;

Art. 20. — La durée du Cours d'études est de trois ans ⁽¹⁾ Toutefois les élèves de 3^e année peuvent, s'ils en sont jugés capables, se présenter à la fin du premier semestre.

L'enseignement est, autant que possible, spécial aux élèves de chaque année.

Art. 21. — Tout élève qui, à la fin de l'année, n'est pas jugé en état de suivre les cours de l'année suivante, cesse de faire partie de l'Ecole. ⁽²⁾

Art. 23. — Les élèves-maîtres sont exercés à la pratique des méthodes d'enseignement dans une école primaire annexée à l'Ecole normale, ou désignée à cet effet par la Commission de surveillance.

CHAPITRE V

DE L'ADMISSION DES ÉLÈVES-MAÎTRES

Art. 24. — L'admission des élèves-maîtres dans l'Ecole de Courbevoie, doit être demandée par lettre adressée à M. le président de la Société d'encouragement, rue de l'Oratoire Saint-Honoré, à Paris.

L'admission provisoire ou définitive est prononcée par le Comité d'administration de la Société sur le rapport de la Commission de surveillance.

Art. 25. — Les aspirants qui désirent être admis comme élèves-maîtres doivent être recommandés à la Société par le pasteur ou le Consistoire.

Art. 26. — Avant de présenter sa demande d'admission à la Société, tout candidat doit subir, devant les pasteurs et les notables de la paroisse, un examen préparatoire.

Art. 27. — Tout aspirant doit produire :

1^o Un acte de naissance constatant qu'au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente, il avait 16 ans révolus. ⁽³⁾.

(1) Au début la durée des Cours était de deux ans, jusqu'en 1868. — En 1886, le cycle des cours fut de nouveau réduit à 2 ans.

(2) Suit l'art. 22. — Tableau des cours.

(3) En 1846, l'âge d'admission était de 18 ans révolus.

2^o Une note signée de lui, indiquant les professions qu'il a pu exercer et les lieux qu'il a habités depuis l'âge de 13 ans ;

3^o Une attestation du pasteur établissant qu'il a fait sa première communion dans une église protestante ;

4^o Des certificats de moralité délivrés, tant par les chefs des écoles auxquelles il aura appartenu comme élève ou comme sous-maître, que par les maires des communes où il aura résidé ;

5^o Un certificat du médecin ou officier de santé, délivré sur papier timbré et légalisé par le maire, constatant qu'il a été vacciné et qu'il n'est atteint d'aucune infirmité incompatible avec la profession d'instituteur.

6^o L'engagement souscrit par l'élève-maître ⁽¹⁾ d'exercer, au sortir de l'Ecole normale, les fonctions d'instituteur pendant cinq années consécutives en France, dans des écoles primaires protestantes communales ou libres, et notamment dans celles de ces écoles qui lui seraient désignées par la Société d'encouragement ; et faute par lui de remplir cette obligation, l'engagement de rembourser le prix de la bourse dont il aura pu jouir. Ces engagements sont certifiés, si l'élève-maître est mineur, par le père, ou la mère, ou le tuteur qui s'engagent solidairement avec lui au remboursement. Les signatures des contractants sont légalisées par l'autorité compétente.

7^o L'engagement pris par la famille, par le Consistoire, ou par des fidèles, de payer la pension annuelle par cinquièmes et d'avance, ou la demi-pension, si la demi-bourse est accordée.

Art. 28. — Composition du trousseau.

Art. 29. — Admis provisoirement à l'Ecole en vertu d'une première décision, les candidats subissent devant la Commission de surveillance un examen d'après le résultat duquel il est statué de nouveau par le Comité sur leur admission définitive.

CHAPITRE VI

DE L'OBTENTION DES BOURSES

Art. 30. — Les bourses ou portions de bourses entretenues par la Société sont accordées par le Comité d'administration,

(1) Cet engagement fut modifié en 1882.

sur la proposition motivée de la Commission de surveillance.

Les bourses d'Etat sont accordées par le Ministre de l'instruction publique, à la suite d'un examen et aux conditions qu'il détermine.

Les bourses créées par les particuliers, soumises aux règles générales établies par le présent règlement peuvent être néanmoins l'objet de clauses particulières approuvées par le Comité.

Art. 31. — Le prix de la bourse est fixé chaque année par le Comité sur la proposition de la Commission de surveillance.

Art. 32. — Les bourses, compléments de bourses et pensions, sont payés d'avance et par termes de deux dixièmes ainsi qu'il suit :

En janvier, pour janvier et février ; en mars, pour mars et avril ; en mai, pour mai et juin ; en juillet, pour juillet, août et septembre ; en octobre, pour octobre, novembre et décembre.

La pension est due à partir du commencement du terme pendant lequel l'élève-maître est entré à l'école.

Art. 33. — Les élèves-maîtres qui ont été plus d'un mois absents de l'Ecole, pour cause de maladie, peuvent obtenir du Comité d'administration, sur la proposition de la Commission de surveillance, le remboursement d'une partie de la pension ou de la portion de bourse à leur charge, dont ils ont versé le montant.

Le remboursement est de droit en cas de décès d'un élève-maître.

Art. 34. — Il n'y a pas lieu à remise sur le terme de la pension pour les élèves-maîtres qui sortent volontairement de l'Ecole, ou qui sont renvoyés pour cause d'inconduite. Le Directeur informe de cette règle les parents ou les tuteurs de l'élève-maître.

Suit un chapitre sur la comptabilité.

Le règlement a été adopté par le Comité de la Société dans sa séance du 14 août 1871. — C'est le développement d'un règlement primitif mis en vigueur de 1846 à 1870.

DEUXIÈME PARTIE

Les méthodes de l'Ecole Normale

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux. — La discipline

Nous n'avons pas achevé notre tâche. Il nous faut étudier maintenant quels ont été les caractères particuliers de l'Ecole normale de Courbevoie, et ce qui lui a donné un cachet à part, dont l'empreinte se retrouve chez tous ses anciens élèves. Le but de ceux qui la fondèrent, la principale préoccupation de ceux qui s'en occupèrent ne fut pas de faire passer aux élèves des examens brillants, mais de former avant tout de bons instituteurs, pieux et instruits.

Il y a dans les rapports des directeurs des pages très belles sur ce que devait être l'instituteur sorti de l'Ecole, et sur ce qu'elle devait être elle-même. Gauthey nous a tracé un portrait de l'instituteur chrétien que devraient connaître ceux qui sont chargés de la préparation de nos pédagogues actuels. C'est l'idéal vers lequel lui et son successeur ont toujours tendu dans la formation de leurs élèves. Le maître d'école doit être avant tout chrétien. C'est dans l'Evangile qu'il doit chercher les directions de sa pédagogie parce que le Livre saint lui apprendra plus sur le cœur

humain et sur les dispositions de notre nature, que tous les systèmes possibles de pédagogie. Il doit être un modèle pour ses enfants, faire ce qu'ils doivent faire, éviter ce qu'ils doivent éviter. Son exemple aura plus de pouvoir que ses discours. L'amour doit être sa règle ; un amour agissant et une vie active font des éducations excellentes. Il doit tenir auprès des enfants la place du père et de la mère, pendant la durée de l'école. Intelligence, amour, dévouement, sont les qualités essentielles qui doivent se réfléchir sur tout son travail. Il appartient à Dieu et à la jeunesse. Son école doit être un temple, ses élèves une famille, son œuvre une mission ; ses moyens sont le travail et la bénédiction de Dieu ; son but le perfectionnement de ses élèves et leur salut. Il doit être avant tout religieux et moral. Il doit rendre l'étude attrayante, tout en conservant à l'instruction son sérieux, parce que la vie est sérieuse et que l'Ecole doit être l'apprentissage de la vie, préparant l'enfant à affronter les épreuves qui peuvent l'atteindre.

En dehors de ses fonctions scolaires, le maître exerce une heureuse influence. Celle-ci s'étend des enfants aux parents dont il a gagné la confiance et dont il devient le conseiller. Homme de paix, il ne s'occupe pas de politique, il essaie de mettre partout l'union, de faire triompher l'esprit d'ordre. « Ainsi il s'avance dans sa sainte carrière, faisant du bien dans la mesure de ses forces, secondant les efforts des hommes pieux et honnêtes, recommandant le support pour le présent, l'espérance pour l'avenir, et préparant par ses travaux l'avènement d'une génération meilleure. » Voilà les hommes que voulut préparer l'Ecole de Courbevoie.

Quel est l'idéal de l'Ecole normale au point de vue chrétien ? Gauthey nous le montre. L'Ecole normale

est comme la clef de l'éducation populaire. Elle est une source dont les eaux se subdivisant en mille ruisseaux arrivent presque dans les lieux les plus écartés et les plus éloignés du territoire. Elle est un puissant moyen d'action, soit pour le bien, soit pour le mal ; il est d'une absolue nécessité de l'asseoir sur des bases solides et éprouvées.

Un établissement de ce genre aura trois caractères essentiels : l'action éducative, la simplicité, la piété.

L'action éducative doit seconder le développement de toutes les facultés et former l'homme tel que Dieu l'a voulu ; d'où la nécessité de l'éducation populaire. Pour que l'instituteur puisse développer ces qualités chez l'enfant, il faut qu'il les ait lui-même et qu'il les marque de son propre cachet. Il faudra donc donner à l'élève-maître ce qu'il devra communiquer plus tard à ses élèves pour provoquer en eux ce développement. Mais la partie capitale du développement humain, c'est l'éducation morale ; c'est elle seule qui rend à l'homme sa dignité, elle seule peut renouveler le cœur, lui donner l'amour de tout ce qui est beau, bon, digne de louange ; en un mot « d'y développer ces qualités éternelles, saintes et divines qui font la vie des individus, le bonheur des familles, la prospérité et la stabilité des nations. »

L'éducation morale est donc l'œuvre fondamentale des écoles primaires, et le premier objet que l'on doit se proposer dans les Ecoles normales puisque ce sont elles qui doivent donner le mouvement et la vie.

Le second caractère est la *simplicité*. Les Ecoles normales doivent préparer des instituteurs surtout pour les enfants du peuple, de la campagne ; elles doivent être de nature à préparer les élèves-maîtres à la vie qui les attend. De plus l'instituteur doit apprendre aux enfants du peuple à accepter leur position avec

les privations qui y sont attachées ; cette position est ordinairement pénible ; il faut souffrir. Or, comment l'instituteur préparerait-il ses élèves aux peines et aux difficultés de l'existence et leur apprendrait-il la résignation et le contentement si lui-même n'avait pas appris à se contenter de son pain quotidien, gagné à la sueur de son front. L'instituteur comme le pasteur, doit savoir souffrir avec le peuple, s'associer aux peines des plus humbles et des plus petits et leur apprendre à supporter leur sort en donnant l'exemple du renoncement et de la soumission à la Providence. Une Ecole normale doit donc être empreinte de cette simplicité qui fait trouver toute position acceptable pourvu qu'on puisse y glorifier Dieu en se dépensant pour le bien des hommes. Cette simplicité doit se retrouver dans les études. Il faut savoir peu, mais bien, pour donner aux enfants des notions claires et pratiques qui, en leur assurant des moyens d'existence, leur apprend à bien vivre et à bien mourir.

Enfin la *piété* doit régner à l'Ecole normale, dont la pierre de l'angle est l'Evangile, base de renouvellement de l'âme. Le bon instituteur se forme aux pieds de Jésus-Christ.

Telle est l'Ecole normale idéale pour Gauthey. Il s'efforcera toujours, ainsi que Gaudard, d'atteindre cet idéal. Y parvinrent-ils ? C'est peu sûr ; mais ces principes furent à la base de leurs méthodes et de leur enseignement.

La fonction de l'instituteur est un sacerdoce. Pour l'accomplir entièrement il faut avoir la vocation. Aussi un des caractères de l'Ecole est-il dans le recrutement de ses élèves. Ce sont les pasteurs qui examinent le candidat avant de lui faire passer les épreuves d'admission. La carrière n'est pas glorieuse mais humble ; il faut pour s'y consacrer avoir reçu un appel intérieur.

Ce n'est pas tant l'intelligence ou l'aptitude que l'on exige, mais plutôt le caractère religieux, le sérieux moral, aussi le jeune homme qui veut entrer à l'Ecole doit-il être pénétré du sentiment du devoir, de la responsabilité, de l'importance de la carrière dans laquelle il s'engage.

La religion avait la première place dans l'Etablissement, non seulement dans l'enseignement, mais dans la vie collective et personnelle. L'Evangile en était la charte. « Il est, disait Gauthey, le premier et le dernier mot de l'Education populaire ».

Nous sommes bien ici sur le terrain des ancêtres pédagogiques protestants. La religion est indispensable pour développer en l'homme le sentiment du devoir, l'indépendance du caractère, l'inflexibilité de la conscience, le dévouement généreux. Elle contribue plus que toute autre science à élever l'esprit et à lui donner plus d'étendue. La sphère religieuse est la sphère de l'infini; la religion ramène à l'unité toutes les connaissances de l'homme. Il faut que les élèves forment un tout, un corps de ce qu'ils apprennent à Courbevoie. C'est la pensée religieuse qui fera cette œuvre de coordination.

Le directeur faisait un cours de religion et d'histoire sainte.

Les élèves chaque matin, présidaient le service religieux, se préparant ainsi à devenir les instituteurs évangéliques que réclamaient les Eglises et qui pouvaient au besoin remplacer les pasteurs. Bien des fois les anciens normaliens rendirent des services marqués aux pasteurs dans leurs différents champs de travail. A l'Ecole déjà, ils commençaient à se rendre utiles aux Eglises, soit en remplaçant les chantres ou les lecteurs, soit en étant moniteurs ou directeurs dans les Ecoles du dimanche de différentes paroisses; Versailles,

Asnières, Pentemont, Courbevoie, rue des Ecuries d'Artois. Chaque samedi, du temps de Gauthey surtout, le directeur dictait à ses élèves un plan détaillé sur le sujet qu'ils devaient traiter le lendemain dans leurs écoles respectives. Quelques élèves remplacèrent les pasteurs dans le culte. Animés de sentiments pieux, ces jeunes gens aimaient à s'occuper dans la paroisse de Courbevoie, aussi longtemps que celle-ci fut sans pasteur, en visitant les malades et les protestants disséminés. Dans l'Ecole même ils avaient fondé une sorte d'Union chrétienne ; ils se réunissaient un soir de la semaine et sous la présidence de M. Heine-mann, ancien élève de l'Ecole et instituteur à Courbevoie, ils étudiaient la Bible et priaient. Ce n'est pas certes que tout fût parfait au point de vue de la piété, mais ce qui prouve que le milieu était vraiment chrétien, c'est que plusieurs élèves devinrent plus tard pasteurs ou missionnaires.

Ce qu'il y a de frappant encore dans le caractère de l'Ecole, c'est son esprit. Ce n'est pas l'esprit frondeur des Ecoles de l'Etat, soit en 1848, soit de nos jours, mais un esprit sérieux. On travaille à l'école, on sent que la vie a son importance et qu'aucune minute ne doit être perdue. C'est encore un esprit de foi, un esprit d'humilité. Les élèves savent qu'ils se préparent à une carrière souvent obscure, qu'il faut du dévouement et surtout bannir de la pensée toute idée mercenaire.

Ce que nous venons de dire nous conduit à parler de la discipline qui régnait à l'Ecole. En principe, la discipline est l'ensemble des soins destinés à former le caractère moral des élèves et à régler leurs habitudes. Inspirée par l'amour, elle prendra sa source dans l'amour. Il y a à choisir entre deux systèmes :

1° Régler les dehors, ranger sous un même niveau

d'ordre toute la conduite extérieure des élèves et les tenir sous un joug sévère auquel ils ne peuvent pas échapper. Sous ce régime de contrainte, le caractère ne se forme pas ; malgré toutes les apparences de soumission le cœur garde ses mauvais penchants ; on a blanchi un tombeau qui reste avec ses ossements et sa pourriture. Dès que le joug est enlevé, le mal reparaît avec une énergie effrayante.

2° Sans négliger les règles extérieures, il faut s'adresser au cœur et à la conscience, prendre la vie à sa source afin de la purifier et de l'anoblir, car lorsque la flamme céleste a été allumée au foyer de l'activité humaine, elle rayonne de là sur toute l'existence.

Ce fut le second système qui prévalut à Courbevoie. La discipline avait pour but de gagner les cœurs à l'Evangile, de telle façon que les améliorations en découlaient d'elles-mêmes. Elle était assez sévère ; elle voulait que les élèves devinssent des hommes de confiance. Pour cela, elle s'appuyait sur un certain nombre de principes qui avaient pour but de maintenir à la fois l'ordre intérieur et l'ordre extérieur, reflet du premier. 1° Elle s'adressait avant tout à l'homme intérieur, à la conscience ; 2° elle s'efforçait d'établir une correspondance sympathique entre le cœur du directeur et celui de l'élève ; 3° elle rappelait aux jeunes gens que le but général de la vie humaine est la perfection du cœur et le but spécial, devenir un homme de Dieu.

La préoccupation constante des directeurs fut de tremper les caractères et de développer le sentiment de la responsabilité chez les élèves. Traités comme des hommes, ils avaient la facilité, entre les heures de classe, d'étudier dans le jardin ou dans la cour ; le jeudi et le dimanche, ils avaient l'autorisation de sortir en ville. Ils acquéraient ainsi, au plus haut degré, la

conscience du devoir et le respect de leur dignité. En étude, le soir, il n'y avait pas de surveillant. Les élèves formaient une petite république ; ils nommaient par élection, tous les huit jours, une commission composée d'un président, d'un vice-président et de deux assesseurs. Par l'organe de son président ou de l'un de ses membres, la Commission devait faire régner l'ordre et le silence. Après trois rappels à l'ordre, elle infligeait une punition consistant généralement en corvées, (balayage, préparation du feu, etc.)

Il y eut donc à l'Ecole un régime extrêmement libéral, bien que la direction fut sévère. Là encore, elle suivait la tradition pédagogique protestante qui voulait avant tout former des consciences. Elle différait de l'Ecole normale d'Etat, où il y avait alors une discipline de fer, courbant les volontés sous une autorité intransigeante. Ce n'est que plus tard que l'Etat adopta un système de discipline analogue à celui de Courbevoie. Le désir du directeur fut continuellement de créer une famille chrétienne. Il y avait entre le maître et les élèves des liens très étroits d'affection et de confiance. A certains jours, des promenades aux environs de Paris réunissaient toute l'Ecole et resserraient ces liens qui attachaient fortement les élèves à leurs professeurs.

Quelle était la manière de travailler à l'Ecole ? C'est ce qu'il nous reste à voir.

Courbevoie fut toujours une vraie ruche, et l'on peut dire à juste titre qu'on y travaillait. Les succès remportés aux examens en sont la meilleure preuve. Les élèves, à l'étude, avaient une certaine liberté, Gauthey avait établi le système d'enseignement mutuel. Dans la soirée les élèves se formaient en groupes déterminés d'avance et répétaient les matières de la journée ; ils préparaient aussi les leçons du lendemain. L'avan-

tage de cette méthode était de mettre de la régularité dans le travail et d'obliger les nonchalants à penser. C'était en somme une classe en petit, où les élèves trouvaient tous les éléments qu'ils devaient plus tard mettre en œuvre. Le but proposé était le développement moral et religieux de chacun. L'élève qui travaille seul devient plutôt égoïste ; s'il travaille avec les autres son cœur s'élargit, il essaye de se rendre utile en communiquant ce qu'il sait. Le directeur visitait les groupes, rectifiait les exposés, distribuait les encouragements et donnait son avis sur les questions mises à l'étude. Sous la direction de Gaudard, cette méthode fut quelque peu transformée. Les groupes furent supprimés. Les élèves avaient la permission, en étude, de demander la parole au président, qui ne la refusait jamais, pour éclairer tel ou tel point, pour solliciter un renseignement quelconque. Il se produisait alors un échange de vues qui servait à tous. Puis le silence se rétablissait et chacun reprenait son travail. En réalité on s'efforçait de donner à ces jeunes gens l'habitude de l'attention et de l'ordre dans l'étude, afin que le temps fût toujours employé d'une manière utile et on leur apprenait à aborder les questions par leur côté le plus saillant. En résumé les élèves devaient savoir travailler, savoir se servir utilement de leurs livres et des notes qu'ils étaient obligés de prendre. Le travail personnel qu'ils faisaient ensuite était certainement le meilleur

Tels sont les caractères essentiels qui ont fait de l'Ecole normale une Ecole à part.

CHAPITRE II

L'enseignement et la pédagogie

Nous avons vu dans l'historique de l'Ecole les différentes phases que traversa son enseignement. Nous voulons examiner de plus près dans ce chapitre ce que cet enseignement fut et quels principes le dirigèrent ; enfin étudier la pédagogie de Courbevoie.

L'enseignement varie beaucoup, suivant les programmes et les individus. Il suivit une marche progressive. En effet, l'instruction, peu répandue en 1825, reçut une forte impulsion à partir de 1850 et les jeunes gens qui arrivaient à l'Ecole s'en ressentirent. Les premiers élèves étaient à peine dégrossis, possédant seulement quelques notions élémentaires. Sous Gaudard, ils arrivaient avec un bagage scientifique plus étendu.

Former des instituteurs primaires, c'est, selon l'opinion courante, donner aux élèves-maîtres les connaissances exigées par le programme. Mais ce n'est pas tout. Les notions primordiales étant données, il faut en déduire d'une manière naturelle, celles qui en découlent et faire si bien saisir cet enchaînement à l'élève qu'il puisse le retrouver quand il sera appelé à enseigner lui-même. L'enseignement de l'Ecole avait en vue trois choses : 1° développer l'esprit et le cœur des élèves ; 2° leur donner d'une manière solide les connaissances exigées par le programme ; 3° imprimer à cet enseignement une tendance pratique et pédagogique.

Le développement du cœur et de l'esprit est la pre-

mière condition pour bien former un instituteur. Si l'on ne développe pas l'esprit, les notions que l'on communique n'y prennent pas racine. On répète machinalement des mots dont on ne pénètre pas le sens et dont on laisse échapper la substance. « L'éducation mnémotechnique, dit Gauthey, n'est qu'une éducation hypocrite que nous rejetons ». Il faut à l'instituteur une culture intellectuelle solide pour appliquer avec sûreté la connaissance de quelques recettes dans l'enseignement.

Aussi les professeurs ne donnaient-ils jamais à apprendre aux élèves que ce que ceux-ci avaient au préalable compris, les mots n'ayant en eux-mêmes aucune valeur s'ils ne communiquent des idées ; ils exigeaient régulièrement un travail de mémoire dont les élèves devaient rendre compte dans un discours suivi, soit de vive voix, soit par écrit.

Quant au développement du cœur, les professeurs s'efforçaient toujours de trouver dans leurs leçons quelque chose pour lui, même dans celles qui paraissaient les plus sèches et les plus abstraites ; ensuite l'étude de l'Evangile était, nous l'avons déjà vu, le centre de l'enseignement de l'école ; par cette étude, disait Gauthey, on permet au jeune homme de saisir la grande harmonie de l'univers.

Le champ des études des Ecoles normales primaires, tout d'abord restreint, s'étendit considérablement dans la suite. Mais le but de l'enseignement à l'Ecole de Courbevoie fut le désir de voir les élèves posséder à fond ce qu'ils apprenaient ; on rejetait tout ce qui ne pouvait pas être saisi par tous les esprits ou ce qui était utilité publique, dans la sphère modeste des écoles primaires.

L'enseignement, en effet, eût une tendance pratique et pédagogique : on apprit aux élèves comment il

fallait se faire petit avec les petits, simple avec les simples ; comment il fallait partir des notions les plus familières et les plus claires pour étendre graduellement le cercle lumineux et atteindre enfin les limites posées par la nature même de l'instruction populaire. Dans l'étude du programme, on partait toujours des connaissances les plus simples pour aller aux plus complexes et revenir ensuite aux applications pratiques.

Les élèves arrivaient à l'école avec certains vices d'instruction qu'il fallait réformer à tout prix. Les uns avaient un assez grand nombre d'idées, mais, la plupart du temps, indigestes et confuses ; les autres en possédaient un très petit nombre, et il fallait alors tout créer. Certains obstacles devaient disparaître rapidement : la paresse d'esprit et les habitudes intellectuelles mauvaises ; la plupart des jeunes gens faisaient travailler la mémoire plus que l'intelligence et le jugement. L'enseignement de l'Ecole avait, comme nous l'avons déjà dit, pour but de mettre harmoniquement en œuvre, l'intelligence, la mémoire et le cœur. Jamais le travail de l'intelligence n'était séparé de celui de la mémoire, celle-là devant précéder celle-ci ; l'élève ne devant apprendre que ce qu'il a compris. En outre, dans les leçons, les professeurs s'efforçaient de faire vibrer les cordes les plus nobles et les plus harmonieuses de l'être humain, afin que le caractère se formât avec l'esprit. Quant aux dispositions à oublier vite, on y remédiait par des répétitions fréquentes où l'élève avait une part active. De plus il fallait un enseignement pratique ; les jeunes gens devaient se former quelque peu à l'enseignement avant de prendre une classe ; aussi, deux fois par semaine, allaient-ils donner des Leçons à l'Asile Lambrechts ou dans une école située sur la limite de Puteaux et de Courbevoie.

Tout était mis en œuvre pour développer le goût de l'étude chez les normaliens afin qu'ils le communiquassent plus tard à leurs élèves, pour éviter la raideur et l'appareil pédantesque et garder le naturel aussi bien que la simplicité. Les leçons étaient animées; parfois les élèves interrogeaient les maîtres. Gauthey réprouvait l'émulation qui apprend la vanité. On cherchait avant tout la clarté, l'exactitude, l'ordre logique et naturel dans les leçons. Bref, tout avait pour but de développer harmoniquement toutes les facultés de chacun, de fortifier le jugement, d'agir sur le caractère et le cœur. Faire penser était l'essentiel; « car dans la réflexion, dit Gauthey, l'homme met en œuvre tout ce que l'esprit a de plus noble et de plus énergique, il se dépense lui-même, il crée ». Il devait y avoir ainsi chez les élèves un équilibre, non seulement dans le domaine physique, mais aussi dans le domaine intellectuel, entre les forces réceptives d'une part et les forces productives de l'autre.

La pédagogie de l'Ecole normale a un caractère nettement défini, comme l'Ecole elle-même. Elle est chrétienne et biblique. Elle se trouve entièrement contenue dans les ouvrages de Gauthey : « *l'Education chrétienne* », « *l'Ecole normale de Lausanne* », « *la Vie dans les études* ». — Gaudard n'eut pas de système pédagogique personnel. Il continua l'enseignement de son prédécesseur. A la fin de sa carrière, il mit entre les mains de ses élèves le « *Manuel de pédagogie, théorique et pratique* » de Michel Charbonneau, directeur de l'Ecole normale de Melun, ouvrage bien fait, précis, net, d'inspiration religieuse profonde, et qui sert encore aujourd'hui à plus d'un instituteur.

La pédagogie doit avoir, dans l'Ecole normale, une des premières places. C'est, pour l'instituteur, la

science de son état ; elle lui fait connaître les enfants, leur nature, leurs facultés, leurs instincts. Elle fournit les règles générales sur la marche qu'il faut suivre en éducation, tout en indiquant comment les principes généraux doivent être appliqués dans les divers cas. Mais qu'est-ce que l'éducation ? « C'est, dit Gauthey, l'ensemble des moyens employés pour développer l'homme et le conduire à la destination que Dieu lui a assignée. Il faut que l'élève-maître apprenne à connaître ces moyens, afin d'accomplir le dessein de Dieu à l'égard de ceux qui lui sont confiés. Il faut réaliser chez l'enfant l'idée de l'humanité telle que Dieu l'a vue dans son conseil, en sorte que celle-ci atteigne le plus haut point de son développement. Or cette humanité sera l'épanouissement des facultés de l'homme : physiques, intellectuelles et morales. Ces facultés sont à l'état de germe chez l'enfant. Le pédagogue devra donc les développer simultanément et les emmener à leur plein épanouissement.

Il développe les facultés physiques, c'est-à-dire qu'il donnera au corps une constitution forte et saine, lui permettant de réaliser sa destinée qui est de servir l'intelligence, ce sera l'*éducation physique* ; puis les facultés intellectuelles, (perception, attention, mémoire, imagination, jugement, raison), ce sera l'*éducation intellectuelle*.

Le sentiment aussi devra être développé ; le maître fera l'éducation du cœur, source de la vie. Les sentiments exercent une influence décisive sur notre existence ; ils sont la source soit de maux, soit de bonheur ; l'éducateur devra bien se pénétrer de ce principe, que ce qui fait un homme, ce n'est pas tant l'instruction que le cœur, les sentiments élevés, les affections saintes, la piété, le dévouement.

Enfin l'âme se tourne vers son Créateur, vers Dieu :

le pédagogue, dit le « *Manuel de pédagogie* » de Michel Charbonneau, ne doit pas craindre d'en faire trop ; le sentiment religieux ne sera jamais trop fort chez nos enfants, la piété trop vive. Le sentiment religieux fait partie de notre nature. Il faut apprendre à l'enfant à aimer Dieu, en lui montrant que tout vient de Lui ; ce sera le *développement religieux et moral*.

Quand l'éducateur aura amené ces divers composants de la nature humaine à leur plein épanouissement, il aura créé l'homme tel que Dieu le veut, c'est-à-dire un être dont les facultés formeront un tout harmonieux, capable de faire son œuvre ici-bas. L'un des moyens qu'il emploiera à cet effet sera l'instruction qui est l'auxiliaire indispensable de l'éducation, mais n'est pas l'éducation ; elle ne vaut que par l'aide que celle-ci lui donne pour atteindre son but final énoncé plus haut.

Gauthey divisait son cours de pédagogie en cinq parties. Il commençait par une introduction renfermant quelques vues générales sur l'éducation et ses principes fondamentaux, puis continuait par l'étude de l'éducation physique, de l'éducation intellectuelle, de l'éducation du sentiment, et de l'éducation morale (c'est-à-dire de la volonté) ; il terminait par quelques principes spéciaux d'éducation morale.

Trois sources fournissent les principes d'éducation et c'est à ces sources que l'instituteur doit puiser : l'étude de la nature humaine, l'expérience, l'Évangile. Celui-ci nous empêche de nous abuser sur la bonté naturelle de l'enfant. L'homme naît avec un principe de corruption ; il est pécheur ; une régénération est nécessaire pour transformer sa nature, et elle ne peut être provoquée ni par la force de volonté, ni par le point d'honneur, ni par la beauté de la vertu ou la

notion du devoir. La doctrine de Rousseau est fausse. Le but de l'instituteur chrétien sera de travailler à rétablir l'image de Dieu dans l'enfant et de développer en lui, d'une part, le jugement, la conscience et le cœur, et d'autre part, l'imagination et l'attention. Ce qu'il faut à l'homme, ce n'est pas tant une instruction solide qu'un esprit vif, pénétrant, un jugement sûr, un caractère ferme et persévérant, un cœur chaud.

Seule l'éducation forme l'homme moral. Seule elle peut atteindre le cœur, lui donner l'amour de tout ce qui est bon, beau, honnête. « Nous voulons la moralité, disait Gauthey ; nous ne l'aurons qu'en faisant l'éducation de l'âme, en l'élevant selon la force de ce mot, c'est-à-dire en la faisant monter par degrés à l'état de dignité et de culture qui lui appartient dans l'ordre de la Providence. » Telle est l'ambition de l'instituteur formé à Courbevoie.

Voyons maintenant quels sont les principes généraux enseignés à l'Ecole, concernant particulièrement le développement des facultés de l'enfant. Nous les trouvons, non plus dans les rapports annuels, mais dans l'ouvrage de Gauthey sur *l'Ecole normale de Lausanne*.

Il faut commencer à développer ces facultés dès la plus tendre enfance, à les régler dès le début. Chez l'enfant il y a une vigueur native et première à laquelle il faut donner plein essor ; plus tard cette vigueur n'est plus la même. Ce développement doit être progressif. Il faut suivre la nature qui avance par degrés insensibles et non par bonds ; il ne faut pas aller trop vite ; il faut un certain temps pour que chaque moyen employé produise son effet. Il y a dans le développement intellectuel précipité la même imprudence que dans le développement physique ; l'éducation ne produira pas ses fruits. Ce développement doit être simul-

tané et harmonique. L'homme est une unité qu'il ne faut ni briser, ni développer d'une manière partielle. Si l'on ne met tous ses soins qu'aux facultés physiques et intellectuelles, en négligeant les facultés morales et religieuses, on ne suit pas le plan de Dieu et les résultats sont mauvais, il y aura manque d'équilibre. En ne négligeant rien de ce qui constitue l'homme, on lui donnera une sauvegarde contre les séductions de son cœur et de son imagination. Ne développer que l'entendement, c'est former des êtres secs, après, raisonneurs ; ne développer que la mémoire, c'est en faire des machines ; ne développer que l'imagination et le cœur, c'est former des êtres chimériques et susceptibles, jugeant plutôt d'après leurs impressions que d'après l'examen des réalités.

L'essence de notre vie est l'activité. L'éducateur doit tendre à mettre en jeu les facultés de l'enfant de telle sorte qu'elles atteignent leur perfection par leur propre énergie. Ce principe ne doit jamais être perdu de vue. L'action éducatrice consistera simplement à diriger cette énergie.

Quatre principes généraux sont à mettre en application dans l'enseignement primaire :

A. — *Tout enseignement élémentaire doit se composer de trois parties : faire comprendre, faire apprendre, faire appliquer.*

1° *Faire comprendre.* C'est indispensable pour que l'enfant fasse des progrès. Il faut avant tout s'adresser à l'intelligence. — a) en réservant assez de temps pour expliquer aux enfants ce qu'ils doivent apprendre ;

b) en s'assurant du degré de compréhension de chacun pour se mettre à sa portée ;

c) en étudiant sa matière sous toutes ses faces de façon à pouvoir la faire passer dans l'esprit de l'enfant de la manière la plus favorable.

2^o *Faire apprendre.* Le travail de mémoire doit suivre le travail de l'intelligence ; ils sont inséparables. Il est indispensable d'apprendre pour faire de réels progrès. L'enfant ne devra apprendre que ce qu'il aura compris, mais ensuite il faudra que ce qu'il a compris soit classé dans sa mémoire.

Que le maître pour cela : *a)* fasse un court résumé de leçon renfermant l'essentiel, *b)* qu'il le fasse comprendre, *c)* et enfin qu'il le fasse souvent répéter. Les idées s'effacent si l'on n'y revient pas. Ce qui est utile, c'est ce qu'on sait et non ce qu'on a su.

3^o *Faire appliquer.* Ce que l'enfant apprend doit lui être utile ; l'école est pour lui l'apprentissage de la vie. De plus l'application fait mieux comprendre les principes, elle leur donne un corps et les fait passer de l'abstrait dans le concret et le réel.

B. — *Toutes les facultés doivent être mises en jeu, autant que possible, dans l'enseignement.* C'est là ce qui en constitue la vie. L'élève est un tout dont toutes les parties doivent être mises en éveil, non seulement les sens, par des moyens intuitifs, mais encore l'attention, la raison, la mémoire et l'imagination qui ont chacune leur rôle à jouer. Le cœur doit trouver quelque chose pour lui dans chaque leçon, car « la formation du cœur est le point culminant de l'éducation, le centre même vers lequel tout doit converger ». Même dans les leçons les plus sèches, celui qui enseigne peut, par le choix des exemples qu'il donne, par le ton de sa voix, par l'affection avec laquelle il parle et reprend, gagner le cœur de ses élèves et produire sur eux un effet salubre. Sans ce point, on peut être maître, mais on n'est pas instituteur. ⁽¹⁾

Nous ne pouvons nous empêcher d'admirer ici la

(1) Gauthey : *De l'Ecole normale du canton de Vaud*, page 61.

profonde connaissance pédagogique de Gauthey. Nous avons déjà vu que l'enseignement de l'Ecole normale voulait s'adresser au cœur. C'est ce qu'oublie trop souvent nos instituteurs communaux. Comme le dit le « *Bulletin de l'hygiène scolaire* » de 1904, n° 7, on ne fait place à l'école qu'à l'intelligence et à la mémoire. On parle à tous les sens, mais pas au cœur. Ce bulletin se plaint de ce qu'on fait travailler les enfants dans de mauvaises conditions d'hygiène. Nous pouvons regretter, au point de vue pédagogique, que le cœur de l'enfant n'ait pas la première place, comme le comprenait l'Ecole de Courbevoie. Ce n'est pas au développement de l'être tout entier que l'école communale vise aujourd'hui ; mais souvent aux résultats de divers examens. Que de maîtres ne songent qu'à ces résultats qui sont malheureusement un motif d'avancement. Le « *Bulletin de l'hygiène scolaire* » cite le cas d'un instituteur, pédagogue de premier ordre, qui formait d'excellents élèves en les développant à tous les points de vue, mais n'avait pas autant de résultats aux examens que ses collègues. Aussi n'obtenait-il aucun avancement. Il changea de méthode et fit de ses élèves des machines à certificats d'études. Son avancement fut le résultat de sa nouvelle méthode.

L'enseignement doit être vivant et toutes les facultés du maître doivent être mises en jeu pour provoquer l'activité des facultés correspondantes de l'enfant dont l'âme se mettra à l'unisson avec celle de son maître. Il faut exercer également la faculté réceptive et la faculté productive. Donnez des matériaux à l'enfant, puis laissez-le agir à sa guise, décomposer, analyser, transformer, recomposer ces matériaux ; c'est ainsi que peu à peu vous en ferez un homme.

C. — *Il faut s'attacher à une méthode vraiment*

rationnelle. La méthode est la marche graduée de l'enseignement depuis le point de départ jusqu'au but qu'on se propose d'atteindre. Elle doit déterminer trois choses : 1^o le point de départ de l'objet d'enseignement ; 2^o le but à atteindre ; 3^o la marche à suivre. Pour le point de départ il faut connaître sa classe pour savoir quel est son degré d'instruction et ce qu'il lui faut, puis partir de ce qui est connu de l'enfant, pour le conduire à ce qu'il ne connaît pas encore. Le but vers lequel on tend doit être proposé aux élèves ; il doit être au-dessus de leur état actuel pour qu'ils puissent faire des progrès et pas trop au-dessus pour que l'élève y puisse arriver et que les diverses parties de son instruction forment une chaîne assez continue et serrée. Il faut enfin aider la marche de l'enfant, faire en sorte qu'il évite la paresse et le découragement, suivre la chaîne logique des idées déduites les unes des autres et en tirant d'une idée connue une conséquence qui soit un point de départ à son tour. Ménager des temps de repos à l'élève, ne pas le traîner à la remorque, mais le laisser aller doucement en stimulant seulement son activité, lui fera faire de rapides progrès. Que l'instituteur parte des faits pour arriver aux principes et aux idées générales ; mais une fois arrivé à ces principes, qu'il redescende ensuite aux conséquences et aux cas particuliers. Il faut partir de l'expérience de quelque chose de palpable, que les enfants puissent sentir, sans cela le temps passé à l'école est perdu pour eux.

D. — *L'instruction est à la base de l'enseignement primaire*. C'est un acte par lequel l'esprit saisit une notion en l'éclairant immédiatement par sa propre lumière. Elle peut nous être donnée soit par les sens, soit par l'intelligence, soit par la conscience et le sens moral dans leur domaine. Il y a donc une intuition sensible, intellectuelle, morale.

Il faut commencer par les notions intuitives parce que ce sont elles qui donnent les idées claires sur lesquelles tout le reste doit être édifié. Les mots et les signes n'ont pour l'enfant aucune valeur si les réalités auxquelles ils répondent ne sont pas déjà connues par intuition.

L'intuition est l'abécédaire de l'enseignement. C'est sur elle que toute connaissance doit être entée pour être solide. L'intuition sensible fait entrer les idées par les sens ; elle doit être employée le plus souvent possible, en mettant les objets sous les yeux des enfants ou leur représentation sensible. Il faut qu'ils voient, touchent, expérimentent eux-mêmes les réalités de la vie. Par l'intuition intellectuelle ils arriveront à des vérités évidentes que leur esprit saisira et éclairera de sa propre lumière. L'intuition morale enfin permettra à l'élève de distinguer le bien du mal, de sentir ses fautes et de reconnaître certaines vérités morales comme par instinct. Ce sens intérieur est le point de départ de la connaissance des devoirs ; il devra être aiguisé, développé ; ce sera l'œuvre de l'Evangile.

En terminant ce rapide aperçu de la pédagogie de Gauthey, qui fut celle de l'Ecole normale, nous ne pouvons mieux faire qu'en donnant ses idées sur l'amour du maître.

L'instituteur est pour les enfants le représentant du devoir et de l'étude. S'ils lui sont attachés, l'affection rendra l'étude moins aride. Professeurs et élèves, dit-il, ont un maître commun : l'affection. « Que les instituteurs se pénétrant bien de cette vérité et leur tâche auprès des enfants deviendra facile. » L'affection est un lien pour les intelligences et les cœurs. Il faut que le maître se fasse aimer : par là, il amènera l'enfant à obéir naturellement. Sans cela, comment s'en faire obéir ? En le punissant ? Trop souvent la punition

aigrit et n'atteint pas son but. — En l'exhortant ? Mais quelle valeur a une exhortation venant d'un maître qu'on n'aime pas ? A l'affection appartient le gouvernement des âmes. Par elle le cœur est gagné, et celui-ci détermine la volonté qui est la source de toute l'activité de l'homme.

Comment se faire aimer ? En étant aimable, en se montrant juste et plein de bienveillance, en témoignant aux enfants un intérêt vrai ; que ce ne soit pas seulement dans les paroles, mais dans les faits et dans les actes habituels. On n'est pas instituteur pour avoir le monopole de la dureté, mais plutôt celui de la bonté, de l'amour, du dévouement. Aimer les enfants réellement est le plus sûr moyen de s'en faire aimer. « L'amour, disait Pestalozzi, est l'éternel fondement de l'éducation, lui seul peut faire de notre nature, une nature vraiment humaine. »

Il était bon de rappeler ces principes pédagogiques qui guidèrent l'Ecole normale et qui peuvent et doivent être encore mis en pratique par nos pédagogues modernes. Tout y respire la vigueur morale, la conscience intègre et délicate, l'amour de la jeunesse, parce qu'au fond de l'enseignement et de la pédagogie de notre Ecole de Courbevoie, il y a l'*Evangile*, source de la vie vraiment digne de ce nom.

CONCLUSION

Résultats obtenus par l'École

Nous voici arrivés à la fin de notre tâche. Nous nous sommes efforcés de faire revivre l'Ecole normale de Courbevoie et de montrer quelle en a été sa valeur et son utilité incontestables. C'en est fait de notre enseignement normal protestant en France. Courbevoie en est une des plus belles manifestations.

Nous aurions aimé avoir quelques témoignages d'anciens élèves en faveur de l'Ecole, mais les faits sont encore trop récents et nous ne pouvons mettre en avant les personnalités d'instituteurs et de professeurs actuellement en exercice. Nous le regrettons et nous nous contenterons de donner ici quelques fragments de lettres d'anciens normaliens, aujourd'hui disparus. Les directeurs entretenaient toujours d'amicales et paternelles relations avec les élèves sortis d'entre leurs mains, et aidèrent souvent par leurs conseils ceux qui avaient recours à leur expérience. « Je n'ai qu'à bénir le Seigneur, écrit l'un d'eux, de m'avoir conduit comme par la main et d'une manière si providentielle. Après Lui, ma gratitude se porte naturellement sur les personnes dont Il s'est servi comme d'instruments pour me préparer à une œuvre si utile. En instruisant les jeunes gens, vous vous proposez un but plus grand que de leur procurer des connaissances, vous désirez que les principes évangéliques que vous vous efforcez d'inculquer à vos élèves, soient non-seulement profitables à eux-mêmes, mais encore qu'ils puissent les

communiquer à d'autres qui, à leur tour, en feront part à un plus grand nombre. »

« Je sens mieux que jamais, écrit un autre, tout ce que les familles attendent de l'instituteur à qui elles confient des êtres si chers et sur lesquels reposent tant d'espérances. Je sens que j'ai charge d'âmes et que je dois en rendre compte un jour ! Oh ! cher Monsieur, comme je vois la grandeur de cette mission. Tout ce que vous dites à vos élèves à ce sujet se révèle toujours mieux à mon esprit. Avec l'aide de Dieu, tous mes efforts tendent à préparer aux familles des chefs laborieux et probes, au pays des citoyens dévoués et à l'Eglise des membres vivants. Accordez-moi vos prières afin que le Seigneur m'affermisse dans ces sentiments et qu'il bénisse l'œuvre de mes mains. »

« Je considérerai toujours, dit encore un autre, mon séjour à Courbevoie comme l'une des époques les plus belles de ma vie ; l'enseignement clair et solide que j'y ai reçu, cet enseignement si propre à élever l'âme vers Dieu, a laissé dans mon âme des traces ineffaçables. La sollicitude d'un maître qui était un guide et un ami pour chacun de nous, a rempli mon cœur de gratitude et m'a fait goûter les joies et les douceurs d'une affection vive et profonde. »

Il est sorti de l'Ecole normale de Courbevoie 560 élèves environ. Sur ce nombre, 469 ont pris leurs brevets et 421 sont entrés dans l'enseignement primaire ; 20 ont suivi la carrière pastorale et 14 celle du professorat ; 5 sont devenus évangélistes et 2 missionnaires.

Un ancien élève a eu l'idée, il y a une douzaine d'années, avec quelques-uns de ses anciens condisciples, de grouper les noms des normaliens qui vivaient encore à cette époque, en un annuaire qui

renferme environ 250 noms. Il est intéressant de parcourir la liste de ces noms avec la profession de chacun. « Cette maison, dit M. Weber en parlant de l'Ecole normale, dans un article du *Témoignage* (1896) sur l'annuaire de Courbevoie, a rendu de grands, d'éminents services. Que d'hommes capables, distingués même, sont sortis d'elle. Beaucoup de ces jeunes gens, comblant par un travail assidu les lacunes de l'éducation première, ont honorablement servi la cause de l'instruction primaire. »

L'Ecole a bien répondu aux désirs et aux vœux de ses fondateurs et de la Société d'encouragement. 400 instituteurs environ, soit publics, par suite de la laïcisation de nos écoles protestantes, soit libres, sont sortis de cet établissement et ont porté dans les écoles laïques ou autres, cet esprit protestant qui se distingue par ses hautes qualités morales. Un grand nombre ont été ou sont encore directeurs d'écoles communales ; d'autres sont professeurs, soit dans les écoles supérieures de Paris et des départements, soit dans les lycées de Paris et de Strasbourg. Ceux qui ont renoncé à la carrière de l'enseignement ont acquis de belles situations dans le commerce et l'industrie ; deux sont devenus avocats ; un, député ; quatre, officiers ; un, juge de paix ; un, publiciste, etc... Nous pouvons citer les noms d'un certain nombre de pasteurs qui ont été à l'Ecole de Courbevoie : MM. Bach, Decoppet, Bureau, Minault, Girardez, etc., et de tant d'autres qui ont apporté dans leur tâche pastorale les habitudes intellectuelles, morales et religieuses qu'ils avaient acquises à l'Ecole.

« Cela prouve, dit M. Pintard (*Signal*, 16 mai 1887), le degré d'instruction et la valeur de l'éducation qu'ils y ont reçue et dont ils sont profondément reconnaiss-

sants. » Ce n'est pas que tout y fût parfait, loin de là, et nous rencontrons dans l'histoire intime de l'Ecole bien des misères, bien des lacunes inhérentes à toute œuvre humaine, et qu'il faut reconnaître. Mais l'œuvre a été excellente en elle-même et a rendu des services importants. Son influence a été très grande, non seulement dans le protestantisme, mais au dehors. Si l'éducation laïque et trop souvent athée, n'a pas encore produit tous ses fruits, c'est peut-être bien, en partie, grâce à la poignée d'instituteurs, anciens normaliens, qui n'ont pas renié leur foi et les principes qu'ils ont reçus autrefois et tiennent à en faire bénéficier les enfants qui leur sont confiés. Nos instituteurs, anciens élèves de Courbevoie, ont été et sont des éducateurs de premier ordre, auxquels les inspecteurs primaires ont toujours rendu hommage, et qui mettent en pratique les conseils qu'ils donnent à leurs élèves. C'est ce que nos pédagogues modernes oublient malheureusement trop souvent de faire et ce qu'avoue M. Parisot à propos d'Oberlin (1) : « Il est malheureux, dit-il, d'entendre des éducateurs avouer cyniquement leur défaite (morale) et prononcer cette phrase devenue banale, mais si fréquemment vraie : “ Faites comme je dis, et non pas comme je fais. ” Et la contagion de l'exemple, ignorent-ils sa force ? Ne savent-ils pas que l'exemple, est leur arme la plus puissante pour l'offensive comme pour la défensive ? Cette éducation de la volonté leur manque souvent et c'est là un grand danger. N'est-il pas navrant de voir des gens qui ont la prétention de donner aux autres des règles de morale saine, qui ont la prétention de leur inspirer des sentiments de bonté, de justice, de vérité, de solidarité, n'est-il pas désolant de les voir se livrer à la bestialité

(1) Parisot, *op. cit.* p. 97.

la plus sotte et la plus dégradante, une fois leurs devoirs professionnels accomplis ? Ces concessions, faites aux passions vulgaires, que, par sophisme, ils décorent du nom de distractions, sont des lâchetés envers eux-mêmes, des manques d'égards envers les enfants qu'ils sont appelés à élever. Ils ne sont coupables qu'en partie ; ils n'ont jamais été préparés à faire leur propre éducation ; ils ont appris beaucoup de choses, mais ou bien il ne les ont pas retenues, ou bien ils ne les ont pas comprises, ou bien, plus souvent, leur intelligence seule s'est exercée sans avoir d'influence sur leur cœur. »

A Courbevoie on apprenait beaucoup et à fond et on retenait le plus possible. Mais apprendre n'était pas tout. Le but de l'enseignement, nous l'avons vu suffisamment, était de développer le cœur autant que le jugement et la mémoire. C'était à chacun de faire sa propre éducation sous la direction des professeurs et du directeur.

Le but de l'Ecole normale de Courbevoie a été, avant tout, non pas de faire des érudits, des savants, mais des hommes au sens complet, des pédagogues à la piété sincère et à la conscience droite. Nous pouvons affirmer qu'elle y a réussi. La cause de ses succès ne doit pas être cherchée dans son enseignement ni même dans sa pédagogie. Elle est plus profonde encore. C'est dans sa piété et dans ses principes chrétiens que nous la trouvons. C'est à l'Evangile que l'Ecole doit d'avoir formé des pédagogues et des hommes de conscience. La vraie pédagogie est celle qui repose toute entière sur l'Evangile du Christ.

Vu :

Le Doyen,

Edm. STAPFER.

Vu :

Le Président de la Soutenance,

John VIÉNOT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Historique de l'Ecole

CHAP. I.	Fondation de l'Ecole.	
	Causes qui l'ont créée. Appel de Gauthey.	25
CHAP. II.	L'Ecole sous Gauthey, 1846-1864	32
CHAP. III.	L'Ecole sous Gaudard, 1846-1886	43
CHAP. IV.	Fin de l'Ecole. — Lutte inutile contre les Ecoles d'Etat. — Les lois de l'enseigne- ment primaire 1882-1886	49

DEUXIÈME PARTIE

Les Méthodes de l'Ecole Normale

RÈGLEMENT DE L'ECOLE.	61
CHAP. I. Caractères généraux. — La Discipline.	67
CHAP. II. L'enseignement et la pédagogie.	76
CONCLUSION.	89

